

**VOTRE JOURNAL
DE QUARTIER**

La Page, journal de quartier dans le 14^e, est publié par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75014 Paris Cedex), ou téléphoner au 45.41.75.80. (répondeur).

La Page

Du Mont Parnasse au Mont Rouge N° 18-8F

Avenue René-Coty

LES SANS-LOGIS A L'ABRI

Le 24 mars, vingt-trois familles exclues du droit au logement s'installaient au 41 avenue René-Coty. Pendant six mois, les « beaux quartiers » du quatorzième ont pu côtoyer le dénuement, les manifestations de soutien et la pression policière... Le 24 septembre, après une intervention pathétique de l'abbé Pierre, un accord était trouvé, prévoyant le relogement des familles du « 41 ». Aujourd'hui, les cars de gardes mobiles ont quitté les abords de l'ancienne Maison maternelle, mais le droit au logement pour tous reste à conquérir (lire ci-dessous et pages 2 et 3).

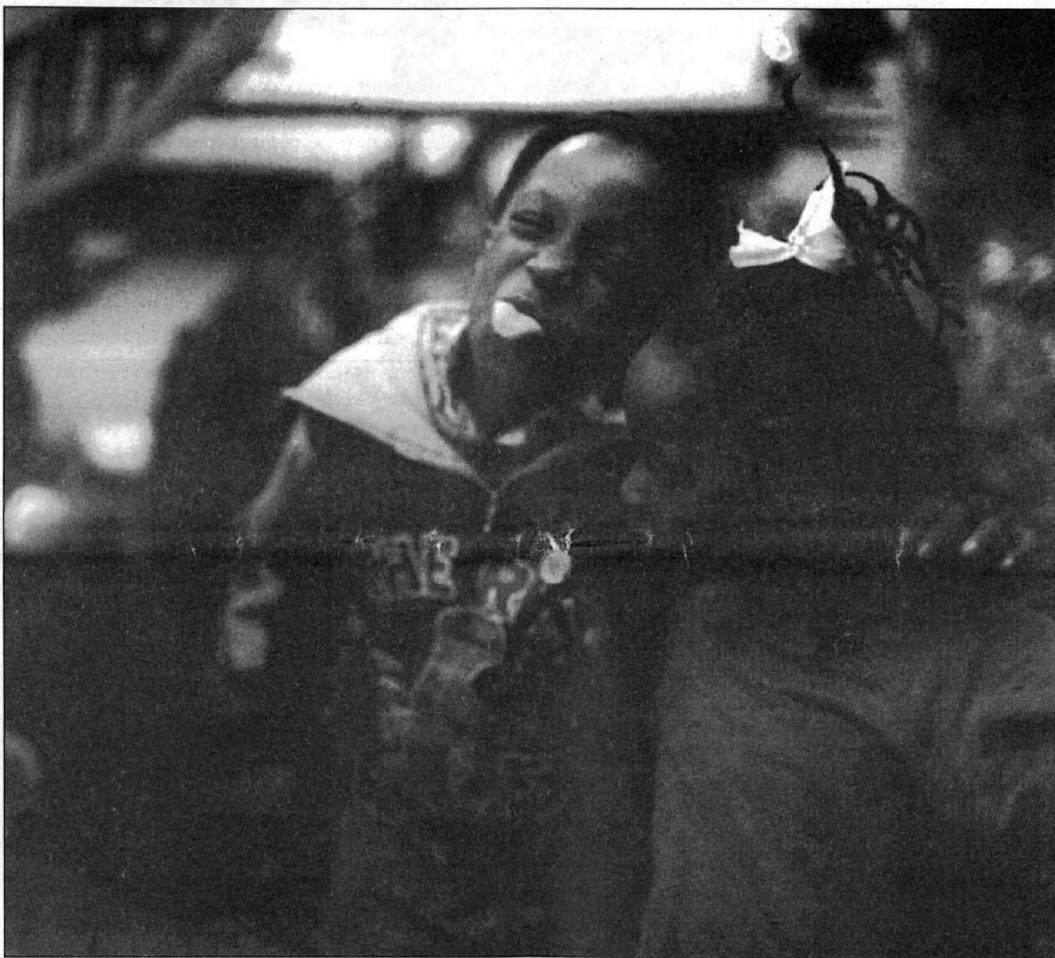


Photo Laurence Leblanc

UN TOIT, C'EST UN DROIT

La Mairie désavouée

DERRIERE l'accord en demi-teinte conclu le 24 septembre dans les bureaux du Premier ministre, et au-delà des rodomontades de Jean Tibéri, il semble bien que c'est un véritable camouflet qu'a dû encaisser ce soir-là le premier adjoint au maire de Paris. Le dernier et le plus cinglant d'une longue série

De la mise en cause de la politique municipale en matière de logement social au désaveu de sa gestion du problème des sans-logis, les six mois que nous venons de vivre « branchés » sur le 41 avenue René-Coty ont représenté pour la Ville de Paris une lente descente aux enfers. Espérons que cette épreuve suscitera une prise de conscience de sa part.

L'« affaire » de la Maison maternelle remonte en fait à novembre 1992, quand le ministre du logement d'alors annonce la réquisition de cet immeuble appartenant à la Mairie et inutilisé depuis trois ans. Cette mesure ne sera jamais appliquée... Si ce n'est, de façon « sauvage », par les sans-logis eux-mêmes. C'est, le 24 mars dernier, le premier acte d'une pièce qui va mobiliser par dizaines de personnalités, militants, policiers, journalistes, caméras de télévision... et chambouler la vie quotidienne d'un quartier parmi les plus résidentiels du quatorzième arrondissement.

Premier jour, première gifle : les responsables de la fondation Louise-Koppe, locataires des lieux, accordent l'hospitalité aux vingt-trois familles et à l'association Droit au logement. Quand, après trois semaines de guérilla juridique, la Ville trouve enfin un juge qui accepte de trancher l'affaire, il lui faut subir le réquisitoire d'un procureur faisant remarquer que « l'urgence est du côté des familles sans logis plutôt que du côté du droit de propriété ». Il lui faudra aussi entendre un jugement qui reconnaît la « revendication légitime » du droit au logement (voir le supplément à La Page n°16, paru en mai dernier)...

La pilule est amère mais, paradoxalement, pour la première (et la dernière) fois dans cette histoire, la Mairie de Paris sort vainqueur : la décision rendue en première instance l'autorise à faire expulser les vingt-trois familles à partir du 17 juin. Les sans-logis font appel, mais la Ville n'entend pas laisser la justice suivre son cours. Le 26 août, dans Paris désert, elle décide d'utiliser son avantage et fait intervenir la force publique (lire page 3).

« Inqualifiable », s'écrie l'abbé Pierre, et avec lui les centaines de manifestants qui défilent devant la Maison maternelle. « Il eût été souhaitable que les parties puissent se rapprocher pour envisager une issue compatible avec la

dignité humaine », estime pour sa part la cour d'appel, le 17 septembre, dans un arrêt qui consacre le droit au logement et accorde un nouveau délai de six mois aux anciens occupants du 41 avenue René-Coty.

A partir de là, face à la détermination des familles, soutenues par de nombreux riverains, la Mairie ne s'épargnera aucun faux-pas : destruction des locaux, brutalités policières, etc. Avant de devoir s'effacer devant des interlocuteurs un peu moins crispés, qui acceptent de dialoguer.

Nous n'étions évidemment pas présents à Matignon quand les négociations se sont engagées entre l'abbé Pierre et les représentants de Droit au logement d'une part, ceux du Premier ministre et de la Mairie d'autre part. Tous les compte-rendus conduisent cependant à penser que Jean Tibéri n'était plus alors en situation de faire valoir son point de vue. Tout juste lui a-t-on permis de sauver les apparences.

L'accord passé entre l'Exécutif et les défenseurs des sans-logis engage les préfets à trouver un relogement pour les familles du « 41 » ; en attendant, il contraint la Mairie de Paris à assurer leur hébergement en hôtels. Par ailleurs, un certain nombre d'expulsions programmées dans la capitale sont suspendues. Sous réserve que ces promesses soient effectivement tenues, cela s'appelle une victoire.



MARCHE DAGUERRE : L'AFFAIRE DU N° 19

Le marché couvert de la rue Daguerre serait à vendre. La Mairie n'aurait pas fait jouer son droit de préemption... A moins que l'actuel propriétaire n'ait quelque projet d'aménagement... L'affaire se complique. Enquête page 2.

AU SECOURS, LES HUMANISTES REVIENNENT

Absents du quatorzième depuis plusieurs années, ces drôles de « militants » reprennent du service, sous la bannière du Mouvement humaniste. Ils se proposent même de créer des journaux de quartier... Secte ou pas secte ? Début de réponse page 4.

LA CITE DU SOUVENIR



Une cité HLM construite par un jeune vicaire en 1925. A deux pas du parc Montsouris, adossé au Réservoir... un « village », disent ses habitants. Lire page 8.

RENCONTRER LA PAGE

Jeudi 4 novembre, à partir de 20 h 30, vous pouvez venir rencontrer des membres de l'équipe qui réalise le journal, pour bavarder et prendre un verre. C'est au restaurant Le Citoyen 22, rue Daguerre, au sous-sol.

Rue de Gergovie

L'HÔTEL MEUBLÉ... OU LA RUE

Il apparaît de plus en plus que la disparition du logement social dit «de fait» (en opposition avec le logement social de droit, c'est-à-dire les HLM) est un des facteurs déterminants dans le manque d'habitations pour les plus démunis. Il ne s'agit pas de défendre ici les hôtels meublés, mode d'habitat souvent précaire, mais d'insister sur les difficultés engendrées par leur destruction. Voyage au 29bis rue de Gergovie...

L'HISTOIRE de l'hôtel meublé du 29bis rue de Gergovie est banale. Cet immeuble est la propriété d'une entreprise financière, le Comptoir des entrepreneurs, qu'il loue à la «société» France vinicole. France vinicole est en fait une petite entreprise familiale dont l'activité principale semble avoir été de tenir le café situé au rez-de-chaussée de l'immeuble...

et de louer les chambres situées au-dessus. Que les choses soient claires: souvent le terme «meublé» accolé à celui d'«hôtel» ne dissimule en fait que la précarité de situation des occupants. Rue de Gergovie, inutile de chercher un quelconque meuble propriété de France vinicole. Le montant de la redevance-loyer était très variable. Pour des chambres dont la superficie variait entre 8 et 12 mètres carrés, on pouvait payer entre 1000 et 2000F.

OPERATION IMMOBILIERE

Le Comptoir des entrepreneurs, ayant en vue une opération immobilière juteuse, décide de vider l'immeuble. Aucun des locataires n'est au courant de cette procédure et il apparaît même que les loyers ont continué d'être payés à France vinicole alors que cette entreprise ne versait plus rien au propriétaire véritable des lieux...

Après de nombreux rebondissements judiciaires, le Comptoir des entrepreneurs obtient gain de cause et la société France vinicole quitte les lieux... avec de confortables indemnités. Le café ferme fin juillet 1993. Ce n'est que quelques jours avant cette date que les locataires commencent à avoir vent de l'affaire, France vinicole voulant les faire partir. Mais les occupants des dix-huit chambres (trente adultes et seize enfants) restent: ils n'ont pas de solution de repli et n'étaient pas

partie au procès. C'est sur ce deuxième argument qu'ils ont entamé une procédure d'opposition à la décision de justice.

DES CONDITIONS D'HABITATION DEPLORABLES

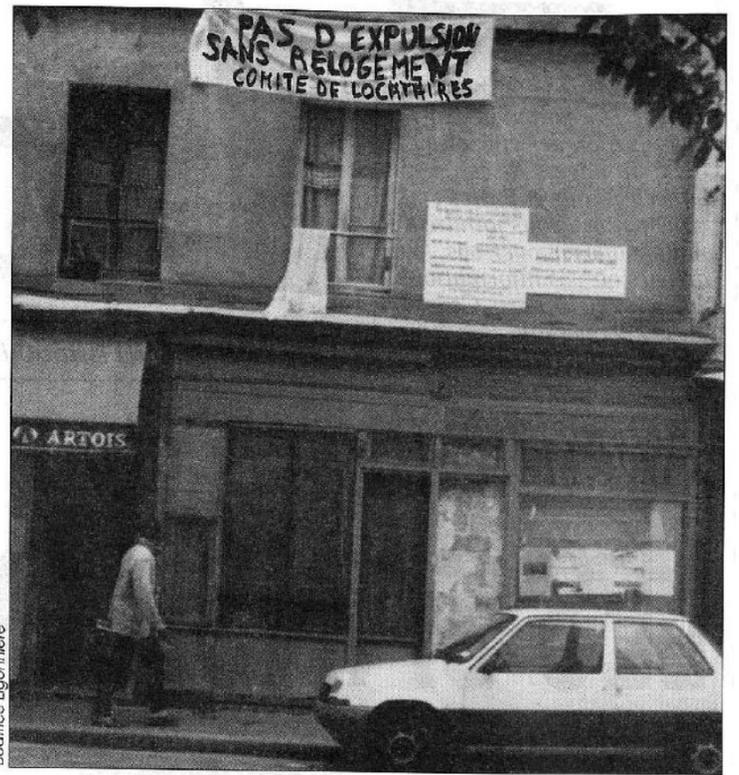
Toutes les personnes qui sont logées ici ont effectué des demandes de relogement auprès de la Ville de Paris, sans succès. Pour la plupart, elles possèdent des ressources qui leurs permettraient de faire face à un loyer HLM.

Il ne reste plus, au 29bis, que des familles immigrées. Marocains, Maliens, Algériens, Sénégalais, Tunisiens, Mauritaniens et Portugais: le mélange n'a pas empêché la solidarité de jouer face à l'adversité.

Fin juillet, EDF avait coupé l'électricité et n'a accepté de la rétablir qu'après l'intervention massive des occupants, soutenus par quelques habitants du quartier et par l'association Droit au logement.

Cela dit, il n'était pas nécessaire de couper le gaz: celui-ci n'arrive pas dans les étages, et chaque chambre est encombrée par de grosses bouteilles servant à la cuisine et au chauffage. L'eau arrive, quant à elle, dans le lavabo de chaque chambre, mais il n'y a pas de douche et seulement deux WC pour tout l'immeuble.

Les installations électriques sont inadéquates. Les lits occupent l'essentiel de la place et le



Beatrice Ligonnière

Quelle alternative ?

manque d'entretien a laissé l'ensemble de l'hôtel se dégrader. Il apparaît même que plusieurs des enfants sont atteints de saturnisme.

MONTRER NOTRE SOUTIEN

N'hésitez pas à passer voir ces familles et leur témoigner ainsi de l'intérêt... premier pas vers plus de solidarité. Les familles logées ici

sont très accueillantes et montrent sans difficulté leurs conditions de vie. Il ne s'agit pas bien sûr de jouer les voyeurs mais de se rendre compte qu'à quelques centaines de mètres de notre doux appartement vivent des familles entassées dans des conditions inhumaines... et que même cet abri risque de leur être retiré. Un comité de soutien vient de se créer. Pour tout contact: Droit au logement, tél. 40.21.83.81., comité des résidents, 45.39.28.81.

Bruno Negroni

MARCHE COUVERT, RUE DAGUERRE

L'affaire du n° 19

Le marché couvert de la rue Daguerre, vidé de ses commerces, est à vendre. La Mairie n'a pas fait jouer son droit d'acquérir le terrain. La STI, l'actuel propriétaire, prétend avoir un projet... Enquête-feuilleton.

Chapitre I. Fin juillet, première visite, librairie Alias. M. «Alias»: «Il y a encore un habitant dans ces lieux (un ami à moi) et peut-être un gardien...»

Chapitre II. 12 août. • Deuxième visite, préfecture de Paris, boulevard Morland, 7e étage, bureau 7045, service des Marchés publics. Reçu immédiatement et sans façons par un monsieur assez jeune (la trentaine).

«Que se passe-t-il rue Daguerre, pour le marché couvert?»

«Ce n'est pas un marché couvert de la Ville de Paris, mais plutôt une galerie marchande privée qui ne dépend pas de nous. Mais ce n'est pas la première fois qu'on vient me poser la question. Si jamais vous obtenez des précisions, j'aimerais le savoir. Cela me rendrait service.»

«A vrai dire, je comptais sur vous pour avoir des informations. D'après vous, où puis-je me renseigner?»

«(Il consulte un annuaire) Vous pouvez essayer le service Urbanisme, 8e étage, bureau 8164 (Paris Sud), M. Schmied. Ou alors, à côté, au 9 rue Agrippa d'Aubigné, direction de l'Aménagement urbain, mission Communication.»

• 8e étage, bureau 8164. «M. Schmied» est une jeune femme brune, habillée «décontracté» en noir.

«Le quatorzième arrondissement, c'est bien chez vous? Connaissez-vous le marché

Daguerre? Pouvez me dire quelque chose?»

«(Immédiatement, elle tend la main vers un panier, sur son bureau. Elle en tire une feuille). Justement, on vient de recevoir ce document, vous voyez, il y a une proposition de vente.»

«Puis-je utiliser ce document? Puis-je en avoir une copie? Puis-je le recopier?»

«Une copie? Non. Attendez je téléphone... L'affaire est en attente aucune décision n'est encore prise.»

Transcription de la note «officielle»: «Mairie de Paris, direction de l'Aménagement urbain, DIA (déclaration d'intention d'aliéner) du 10/08/93, 1586, vente du marché couvert privé et de 177m2 de locaux d'habitation (sauf un local commercial). Prix: 31,5 MF pour 825 m2 de terrain (38181F/m2) et 1836 m2 utiles (22727F/m2). Non préemption (surligné au marqueur fluo jaune) et comptendu à Mr Assouad et au secrétaire général.»

«Puis-je publier ce document?»

«Non, mais detoutes façons aucune décision de vente n'a encore été prise.»

«Et si je repassais, disons en octobre? Est-ce trop tôt?»

«Si vous voulez, mais c'est peut-être en effet un peu tôt. Ces choses prennent souvent du temps.»

• 9, rue d'Agrippa d'Aubigné, direction de l'Aménagement urbain, mission Communication, 3e étage. Une femme élégante, style «branché», lunettes noires, très noires. «Le marché de la rue Daguerre? (elle prend un annuaire et enlève ses lunettes) Voyez L'Hotel de Ville, Mme Mollof, tél. 42 76 50 90»

«Elle a un bureau?»

«Bureau 12»

Chapitre III. Vendredi 13.

• Rue Daguerre, derrière les rideaux de fer, 11 heures. A côté du «Moule à gâteaux», la porte en fer du n°19. Je tourne le bouton. J'entre. Au premier à gauche, une porte avec un paillason. Je frappe. Aboiements aigus (caniche ou fox?), je refrappe. Ça raboie. Je

redescends et je vais faire des courses.

• Retour au 19, midi. La porte en fer est verrouillée. De la rue, on voit au premier des fenêtres avec des rideaux. Celle du milieu est entr'ouverte. Sur quoi? Sur qui?

Chapitre IV. Lundi 16 août, 15 heures.

• Pour quinze balles (merci le centre des impôts fonciers de Paris Sud), j'ai droit à la copie d'un extrait de cadastre (reproduction interdite).

• Je téléphone à la STI (Société de transactions immobilières), 2 rue Fransisque-Sarcey, 75116 Paris. M. «STI», l'élocution facile, est aimable mais prudent.

«Les commerçants sont partis avec des compensations. Tout s'est fait à l'amiable.»

«Vraiment? Mais maintenant?»

«Vous savez, la Mairie surveille jalousement ce genre d'emplacement. Le coefficient d'occupation est strictement réglementé, le POS extrêmement précis. Les règles sont bien établies. Croyez-moi, on ne peut pas faire n'importe quoi ici.»

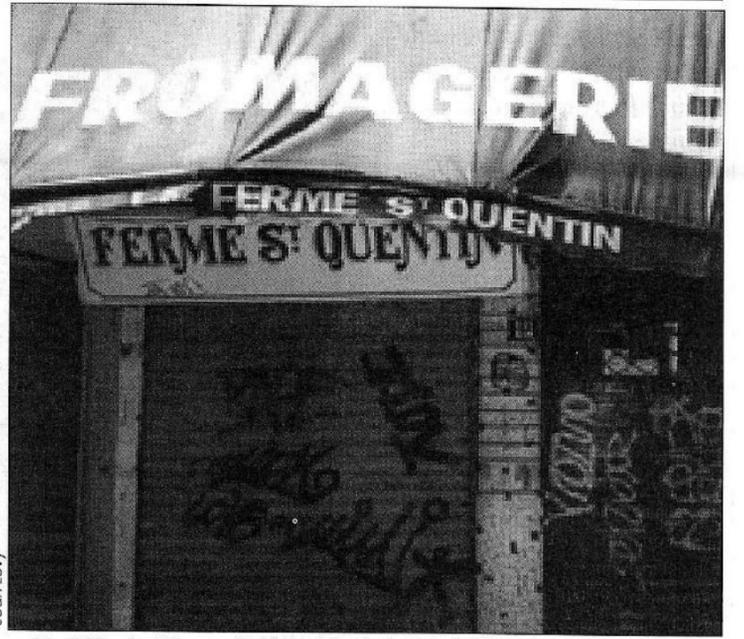
«Pourriez-vous être plus précis, pour les lecteurs de La Page?»

«La Page? Vous nous avez déjà critiqués. Pas vous peut-être... Si vous voulez en savoir plus, rappelez début septembre le personne qui s'occupe du n° 19, M. Lo Fermo.»

• Rue Daguerre, 17 heures. Au moment où il ouvre la porte du 19, j'aborde M. Albert et son chien (ni un caniche ni un fox, il n'aboie pas du tout en me voyant).

«J'étais le gardien pendant vingt-deux ans. Maintenant, c'est ma femme la gardienne. Moi, je suis à la retraite. Il y avait ici une douzaine de locataires, des ateliers d'artistes. Les trois fenêtres de droite, là haut, c'était vraiment un bel atelier. Maintenant, il ne reste que M. Hideux, un artiste. Il est en procès avec eux, mais il va perdre, car il n'est jamais là. Ils ont envoyé des huissiers qui ont fait des constats. Ce qui va se passer ici? Ils vont sûrement tout démolir un jour ou l'autre.»

Chapitre V.



Jean Lévy

• Mardi 17 août, 19 heures. J'attends, flanqué d'une Suze (avec beaucoup de glaçons, garçon, s'il vous plaît). Il est petit et souriant, Dominique Hideux. Tenue d'artiste, évidemment. Il est très souriant, mais je n'apprendrai rien de lui. Sauf qu'il a un beau jour reçu une lettre de M. Lo Fermo... Mais il a un bon avocat et il va se défendre. Il est décorateur mural, spécialiste de la mosaïque de verre. Il a du boulot et il paraît serein, alors que je l'avais imaginé plutôt inquiet, le dernier des Mohicans. Il se rappelle le marché, il y a vingt ans, avec des monceaux de pommes de terre, plein de choux-fleurs... Les gens venaient de loin, par la ligne de Sceaux. Lui est arrivé en 67 ou 68, il y avait encore des voitures. Il imagine l'avenir: avec un centre commercial, un genre de petit «Parly». Avec peut-être un hôtel au-dessus. Quant à l'association des commerçants de la rue piétonne, il est sceptique. Avant qu'on se quitte, il me conseille d'aller voir M. Assouad.

• Jeudi 19 août, bureau d'accueil, mairie du quatorzième.

«Pour voir M. Assouad? Téléphonez: 45 45 67 14, poste 332. Après le 25 août.»

Chapitre VI.

Vous êtes à la mairie du quatorzième. Retournez à la case départ.

Marché Daguerre, des aventures aveugles.

• Mercredi 25 août, 17 heures. Le bureau 12 ne répond pas. Mme Mollof est en vacances, mais son assistante, madame Desprès (Odile), bureau 8, est là. Le marché Daguerre? Elle va se renseigner. Je lui laisse mon numéro de téléphone.

• Jeudi 26 août («expulsion day»), 16 heures. Je reviens de l'avenue René-Coty quand Odile (Desprès) appelle.

«Le marché est un emplacement privé. Propriétaire: la STI. Aucun projet concernant le marché n'est venu à ma connaissance.»

«Quelle est la réglementation pour un tel emplacement?»

«Voyez la direction de l'Aménagement urbain, boulevard Morland, bureau 14111, tél. 42 76 31 89.»

Chapitre VII. Mercredi 1er septembre, 11 heures.

• Appelé la mairie du 14e il y a deux jours: «Ici M. Delaval. Le marché de la rue Daguerre? Je vais me renseigner. Rappelez-moi après-demain.»

Au lieu de rappeler, je décide de me pointer à la mairie sans rendez-vous. M. D. (bureau

Le soutien de l'abbé Pierre

Il a fallu attendre le 24 septembre pour que l'intervention de l'abbé Pierre permette de débloquent la situation. L'engagement du fondateur d'Emmaüs auprès des familles du «41» remonte pourtant aux premières heures de l'occupation de la Maison maternelle.

DES LE 23 mars, l'abbé Pierre s'adressait aux familles mal logées. «J'aurais voulu être parmi vous, écrivait-il. Vous avez raison de vouloir, quitte à beaucoup risquer, mettre à l'abri votre famille dans le premier de tous les sanctuaires qu'est un logis; c'est non seulement votre droit mais votre devoir absolu, immédiat. Beaucoup, eux, logés, resteront solidaires de vous. Je peux vous le promettre en leur nom.»

Le 26 août, il réagissait à l'intervention policière: «Il n'y a pas de paix à espérer, à moins que l'on utilise d'autorité les milliers de logements vides de Paris et que l'on construise les logements sociaux déjà décidés et dont les crédits sont déjà attribués. Ne pas s'engager sur cette voie est tricherie, trompe-

131) me reçoit aimablement. Petite conversation sur les petits commerces et les grandes surfaces (M. D. fait son marché dans son quartier, le 9ème).

«J'ai posé la question du marché couvert à M. Assouad et au directeur adjoint: aucun projet n'a été soumis à la mairie.

— Si un projet est déposé, comment en aurai-je connaissance?

— (Il rit carrément) Euh... eh bien, rappelez toujours.

— Quand? Dans un mois?

— Si vous voulez...»

Chapitre VII.

• Mercredi 22 septembre, 15 heures. Des trombes d'eau s'abattent sur Passy quand je passe la porte de la STI. Le collaborateur de M. Lo Fermo me débarrasse de mon K.Way, qui goutte sur la moquette. M. Lo Fermo, Ettore pour les amis (et pour ceux qui ont sa carte de visite) est absolument, résolument, cordial.

«Aujourd'hui, le terrain est libre. Le dernier commerçant, M. Cho, est parti en juin. Le dernier occupant, M. Hideux, a perdu vendredi dernier.

— Alors, quels sont vos projets?

— D'abord, lire, relire et relire les règlements d'urbanisme. La Ville n'a pas exercé son droit de préemption. Nous allons donc déposer un projet aux services d'urbanisme d'ici trois semaines, un mois.

— Quel projet?

— Au rez de chaussée, sur toute la surface, des commerces; au dessus, des appartements.

— Pas des bureaux?

— Ah non, pas de bureaux! Le tout en absolue conformité avec les règlements d'urbanisme et le plan d'occupation des sols, sous le contrôle de l'architecte voyer du 14e, boulevard Morland. Vu l'état de délabrement des lieux, il n'y a que la façade en briques qu'on pourrait, à la rigueur, conserver, et encore...»

Si je veux en savoir davantage, je peux le rappeler dans un mois. Je constate en partant qu'aucune raison sociale, aucune inscription ne figure sur la façade, ni sur les vitres, ni sur la porte de la STI. Sur la carte de M. Ettore Lo Fermo non plus.

(à suivre, à coup sûr)

Jean Levy

rie de l'opinion et inévitablement multiplication d'incidents dont les coupables ne seront pas les pauvres.»

Le 3 septembre, il reprenait la parole: «L'expulsion par cinq cents hommes armés face à trente-deux enfants et dix-neuf familles, l'expulsion telle qu'elle s'est effectuée est inqualifiable.»

«J'entends, nous entendons tous ceux qui ont des responsabilités politiques dire devant chacune des actions illégales, celle de la place de la Réunion, celle du quai de la Gare, celle maintenant de cet immeuble de l'avenue René-Coty, nous les entendons nous dire, et nous les comprenons parfaitement, "mais il y a 60000 demandeurs, dont la moitié sont prioritaires, dans des conditions vraiment dramatiques selon les assistantes sociales. Si nous donnons satisfaction aux illégaux, à ceux qui en ont assez d'attendre leur tour quand il n'y a pas de tour, si, nous dit-on, on leur donne satisfaction, mais alors, nous serons submergés, comme un barrage qui craque, et ce seront 30000 mal logés en situation prioritaire qui vont venir planter des tentes sur la place de la Concorde pour nous forcer la main. On ne peut pas". Nous comprenons. À leur place, nous aurions les mêmes peurs mais, et je les supplie de m'écouter, si j'étais à leur place, je prendrais deux décisions et tout cela se calmerait.»

UNE CATASTROPHE NATIONALE

«L'une, ce serait réellement de réquisitionner, avec l'autorité de l'Etat et de la loi, tous les logements vides — et il y en a des milliers dont nous avons les adresses, dans les associations qui s'occupent de ce drame —, les milliers de locaux habitables qui ne sont pas des logements de luxe mais des logements à la portée de la bourse, du salaire de familles modestes, comme sont ces familles. Premièrement, si j'avais la responsabilité, je déciderais dès aujourd'hui cette réquisition.

Et d'autre part, j'annoncerai avec gravité,

«Evacuation»

LA LEGION SAUTE SUR RENE-COTY

JEUDE 26 AOUT, six heures du matin. Les forces de l'ordre sont postées avenue René-Coty. Sur trois files, plusieurs dizaines de véhicules de la Préfecture de police, transports de troupes, minicars banalisés et camionnettes de démolisseurs bloquent la rue d'Alésia depuis le carrefour de la Tombe-Issoire. Plusieurs centaines d'hommes s'approprient à «évacuer» les vingt-deux adultes et trente-cinq enfants qui, depuis cinq mois, occupent le «41». Alors que les coups de bélier résonnent contre les portes de l'ancienne Maison maternelle, une poignée de riverains se rassemble, écoeürés.

L'intervention est menée comme une opération militaire. Les fonctionnaires consciencieux de la Police nationale, armés comme à la parade, déploient une double ligne de barrières Vauban, sous le regard fier de leurs collègues perchés sur les toits. Avant même que la presse arrive, la rue du Saint-Gothard a été vidée de ses voitures en stationnement, sans doute pour faciliter une évacuation discrète des squatters, et l'on commence à murer portes et fenêtres.

À l'intérieur, privé d'avocats, coupé des réseaux de solidarité, on a décidé de ne pas opposer de véritable résistance. Une à une, les dix-neuf familles se voient proposer un hébergement transitoire (quinze jours à l'hôtel); une seule accepte, elle sera embarquée dans l'un des cars affrétés pour l'opération.



Laurence Lebanc

avec sérieux, comme on ferait en présence d'une catastrophe nationale, un plan. Un plan qui ne permet pas de donner l'espérance que ce sera réglé en quelques mois mais un plan sur x années, qui s'engagerait, avec la main d'œuvre disponible, les techniques modernes, à réaliser autour de toutes les grandes villes, les deux millions de logements dont la France a besoin pour qu'il n'y ait plus de mal logés, pour qu'il n'y ait plus de désespoir dans la jeunesse.»

«Si ces décisions ne sont pas prises, ayons peur, je n'hésite pas à le dire, parce qu'alors, l'illégalité ne pourra que se multiplier, elle va se prolonger, et recommenceront des occupa-

Et s'il n'était plus là...

tions sans droit, autre que le droit de vivre. Et si ce n'est que la répression, avec cinq cents hommes armés, pour quelques dizaines de familles, si c'est la répression qui répond à l'initiative illégale et de sauvetage menée par des familles que l'on peut considérer comme des combattants, qui veulent attirer l'attention de la France entière sur leur drame, si c'est ainsi que l'on agit avec seulement la répression, la colère viendra, la colère et la haine.»

LE CRS OUTIL DE COMMUNICATION

Le pire est arrivé hier. Jusqu'à présent, dans l'affaire du 41 avenue René-Coty, chaque partie se contentait d'observer l'autre, dans cette immobilité à quoi oblige l'attente d'une décision de justice. La Mairie savait qu'elle allait gagner, les expulsés qu'ils allaient perdre. Pour bon nombre de «quatorziémistes» à leurs fenêtres, c'était le temps tranquille des amalgames: une bande de pouilleux soutenus par une poignée de gauchistes faisaient leurs salués sur les beaux trottoirs de l'avenue René-Coty. Il suffisait d'attendre: tous ces «Africains», comme l'écrivait élégamment Le Monde, traitaient bientôt souiller des lieux moins raffinés.

Hier, le pire est arrivé. La Mairie a perdu, les expulsés, qui ne sont rien, ont gagné. Non, ce n'étaient pas des clochards, ni des clandestins, ni des associés. Le tribunal dans ses attendus l'a clairement signifié: ce sont des gens normaux, qui travaillent, qui ont déposé il y a longtemps des demandes de logement, qui ont occupé la maison maternelle Louise-Koppe parce qu'ils ne pouvaient plus faire autrement.

Pourquoi le pire, alors? Si la Mairie passe outre ce jugement, les expulsés ne gagnent pas tout au change. Lorsqu'ils se battaient pour le droit au logement, l'Égelin, l'abbé Pierre, Albert Jacquard, qui se faisaient leurs interprètes, passaient à la télévision, qui aime les idées simples. Mais se faire entendre sur quelque chose d'aussi complexe que les attendus de cette décision de justice, cela ne va pas de soi.

Dans ce vide, la Mairie s'engouffre. Lorsque, la nuit venue, elle envoie ses CRS chasser dans les rues les expulsés que la cour d'appel vient de restaurer dans leur droit, elle crée un événement qui, pour les habitants à leurs fenêtres, parle de lui-même: c'étaient bien des bandits, puisqu'on a dû leur envoyer la force publique.

C'est une première, à Paris, aujourd'hui, que la police ne soit plus au service de la justice — même d'une justice bafouée —, mais au service de la communication.

Anne Bloch

LA MAIRIE EXPULSE, LE QUARTIER ACCUEILLE

Plusieurs ménages des 13e et 14e arrondissements ont choisi la solidarité avec les familles expulsées et les ont hébergées à leur domicile. Ils communiquent:

«Le droit au logement, pourtant réaffirmé par la Cour d'appel, serait totalement passé aux oubliettes si les familles de René-Coty n'avaient pas montré leur détermination à faire respecter leur droit le plus élémentaire, et si l'abbé Pierre ne s'était pas déplacé de sa résidence de Normandie.

Pendant les derniers jours, l'ensemble des familles de René-Coty ont été hébergées provisoirement par les habitants du quartier. Il s'agit d'un acte de soutien aux familles. Mais il faut se rendre compte que la société civile a été mise au pied du mur par les pouvoirs publics, tout comme les églises qui ont assuré l'hébergement pendant un mois. Nous avons donc été contraints à jouer le rôle de pompiers de l'Etat et des collectivités locales.

Nous, les "hébergeants" et tous ceux qui s'approprient à prendre le relais, ne voulons pas nous substituer à l'Etat. Cet acte de solidarité exprime notre volonté de voir cette exclusion par le logement cesser.»

Didier Agenet, Emmanuelle Blard, M. et Mme Bloch, Marguerite-Marie Bonnet, Agnès Deboulet, Elvire Heugel, Simone Leclerc, Jean Lévy, Jean-Michel Malvis, Jean Minnaert, Christophe Morzières, Bruno Négroni, Paule Riotte, M. et Mme Schimmel, Omar Slifi et Nathalie Osmont, Christiane Virot.

LE POIDS DU DROIT, LE CHOC DES MATRAQUES

Le 22 septembre, s'appuyant sur le jugement rendu le 17, les familles du «41» stationnent pacifiquement devant la Maison maternelle pour demander leur réintégration. A 20h45, la police «charge» les manifestants, faisant plusieurs blessés...

Parmi ceux-ci, outre des enfants des familles du «41», un militant: Christophe Schimmel. Il raconte: «J'étais assis sur une barrière métallique. Trois gardes mobiles se sont approchés. Ils m'ont jeté à terre et méthodiquement m'ont écrasé le pied avec leur rangers». Bilan: une fracture.

Initiative individuelle de gendarmes ou ordre venu de plus haut? Une plainte a été déposée.

RELAIS LOGEMENT

A l'occasion du soutien aux familles du 41 avenue René-Coty, des habitants des 13e et 14e arrondissements se sont rencontrés et ont constaté l'absence d'association locale s'intéressant aux problèmes du logement. Ils ont donc décidé de créer un réseau.

Outre des mobilisations ponctuelles, leur premier axe de travail est de constituer un «observatoire» du logement: recensement des logements vides, loyers, expulsions, acquisition de connaissances juridiques, etc. Ils projettent ensuite d'organiser des permanences ouvertes aux personnes en difficulté.

Pour tout contact: Suzanne tél. 43.21.33.51.

ETAT D'URGENCE

Fin juillet, la fondation Koppe, qui gérait la Maison maternelle depuis près d'un siècle, quitte le 41 avenue René-Coty. Elle a perdu son dernier procès contre la Ville de Paris (voir La Page n°16 bis). Place donc à la Maison enchantée, complexe comprenant une crèche de 120 berceaux ouverte «en horaires décalés» et une halte garderie pour enfants séropositifs (voir La Page n°14). Le 26 août, la Mairie de Paris expliquait: «Il y a urgence, il n'y a plus une seconde à perdre. Les travaux commenceront dès demain. Il s'agit d'une opération sociale et humanitaire.»

Le numéro 19 de La Page paraîtra le 9 décembre. Envoyez vos articles avant le 3 novembre.

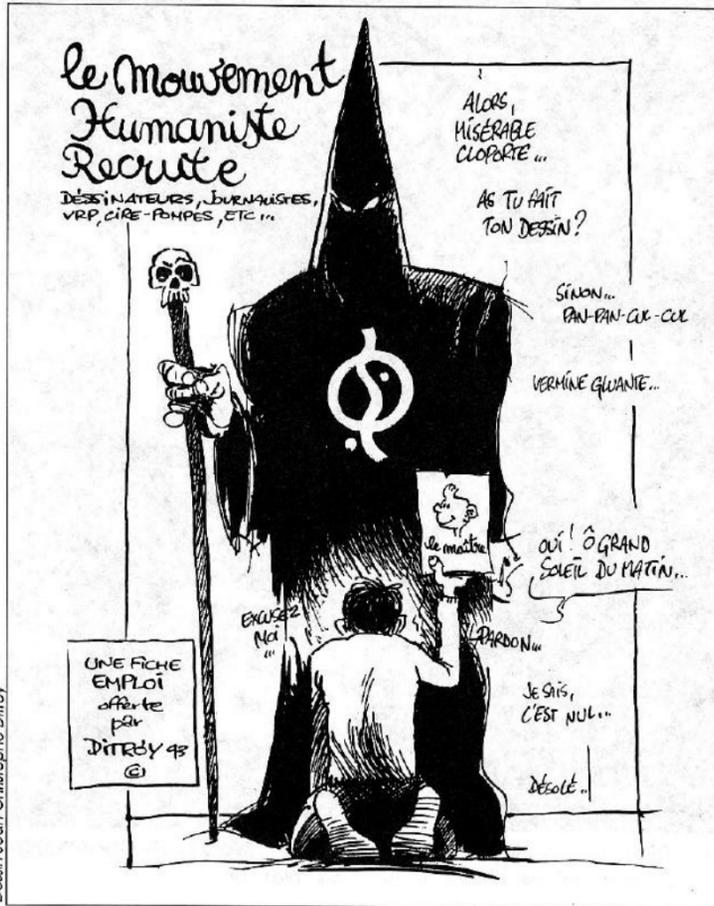
Prosélytisme

AU SECOURS, LES HUMANISTES REVIENNENT

Cela fait bien quatre ou cinq ans que l'on ne les voyait plus arpenter la rue Daguerre, un questionnaire ou une pétition à la main, prêts à aborder le promeneur (jeune de préférence) pour l'entretenir de la difficulté de vivre et de communiquer dans nos sociétés modernes... Leur dernière apparition dans le quartier remonte à l'an dernier: des affiches assez confuses, dénonçant les exclusions, la précarité et le règne de l'argent-roi... sobrement signées «Le Mouvement» et proposant pour tout contact un simple numéro de téléphone. Il fallait beaucoup de perspicacité pour y reconnaître l'empreinte de ce qui s'appela un temps «Parti humaniste», puis «Parti vert», avant de disparaître sous l'étiquette de la «Communauté».

DEPUIS quelques mois, les «humanistes» semblent avoir surmonté leurs problèmes d'identité. Adoptant désormais l'étendard du «Mouvement humaniste», les revoilà sur tous les fronts: campagne d'affichage appelant à une «révolution des structures sociales»; autocollants fluo dénonçant les banques, les promoteurs et le gouvernement Balladur; soutien aux sans-logis; lancement de journaux de quartiers... Un petit air d'activisme «gauchiste» un peu naïf; plutôt sympathiques, en somme. Raison de plus, peut-être, de se méfier d'un «mouvement» dénoncé comme secte par les principales associations de lutte contre ce fléau.

Du groupe de copains à la manipulation psychique. Vous avez... disons, moins de trente ans. Peut-être vous-ont-ils déjà proposé de répondre à un questionnaire. Ils? Ce sont les militants «humanistes». Opérant généralement en groupe, ils se postent sur les axes passants (rue Daguerre, boulevard du Montparnasse, etc.). Leur enquête compte généralement trois points: «Quelle est ton opinion sur la société dans laquelle nous vivons? Crois-tu qu'il faut la changer? Dans ta vie, te sens-tu en accord avec ce que tu penses et ce que tu fais?» Vous avez deux minutes pour répondre. Vos réponses leur font-elles plaisir? Vous avez alors droit à un questionnaire en huit points centré sur la violence sociale, la communication inter-individuelle, les solutions humanistes, etc. Si vous répondez dans le sens attendu, vous voici tout-de-go invité à une «réunion d'information», parfois immédiate, qui sera l'occasion de vous présenter un peu plus le Mouvement. Vous montrez-vous réceptif? Vous êtes alors bon pour la «réunion d'intégration» qui suit. On vous proposera de devenir «délégué de groupe». Acceptez-vous? C'est alors le cycle infernal des réunions, des séminaires, des week-ends, des réunions de racolage. Sur-tout, vous devenez «régénérateur», c'est-à-dire chargé de constituer un nouveau groupe d'adeptes autour de vous. Et là, on com-



mence à toucher à l'essentiel. A part peut-être les Témoins de Jéhovah, peu de sectes accordent une telle importance à leur propre développement. Secte? Tout de suite les grands mots! En quoi les humanistes sont-ils des sectateurs? Eh bien justement dans cette façon qu'ils ont de pêcher de nouveaux prosélytes, dans cette façon aussi qu'ils ont de chercher à vous rendre dépendants. Leurs techniques manipulatoires visent à vous «impressionner» (sic) en vous assénant des vérités bien carrées. Par exemple? «L'individu est conditionné dès sa naissance, on ne peut agir efficacement qu'en groupe, il faut casser l'individualisme, la société ne propose pas de solution globale aux problèmes, contrairement, bien sûr, aux humanistes». Il n'y a là rien de bien scandaleux, penserez-vous peut-être avec raison. Et franchement, à lire certains documents publics de la secte, on se dit que ces gens-là doivent être plutôt sympathiques, même s'ils ont quelque chose d'apparemment un peu candide. Après tout, ajoutez-vous peut-être, «personne n'est obligé de répondre à leurs questionnaires et moins encore de se rendre à leurs réunions». C'est exact. Mais quand même, là où la liberté individuelle est reléguée c'est, toujours dans l'éventualité où vous auriez accepté ce rôle de régénérateur, lorsque vous avouerez «eh! bien non, je ne suis arrivé à convaincre personne de venir à la réunion d'intégration», «les gens n'ont pas le temps», «se méfient des solutions trop simples ou toutes faites», etc. «Quoi? Tu n'as rien d'autre à nous dire?», vous entendrez-vous peut-être répondre. «Mais c'est de ta faute, pas de celle des jeunes si tu n'as pas eu plus de succès! Tes échecs ne peuvent venir que de blocages individuels et d'impressions douloureuses qu'il faut effacer. Explique-les franchement, tu peux avoir confiance... Tu ne comptes ici que des amis, tous humanistes comme toi ou désireux de le devenir.»

S'enchaînent alors des séances de «relaxation», de «distanciation», de «méditations guidées», de «psychodrames». Sans qu'on vous ait prévenu un seul instant, vous participez à une psychothérapie de groupe. Un étudiant en sociologie qui avait assisté à une de ces séances, bien que prévenu à l'avance du carac-

tère sectaire du groupe sur lequel il enquêtait, s'est dit très impressionné. Il disait avoir ressenti une sorte de fascination et en même temps de répulsion pour ce genre d'exhibition. Si vous décidez d'insister, et que, pourquoi pas, vous avez éprouvé une certaine satisfaction à parler en public de certains de vos problèmes personnels, votre captivité commence. D'autant qu'on vous incite à abandonner votre

système de valeurs au profit du siloïsme qui vous apportera bonheur et félicité.

OU VONT LES FINANCES?

«Siloïsme?» Eh oui, il n'est pas de secte sans gourou et ici il s'appelle Mario-Rodrigues Cobos, dit «Silo». Agé de 55 ans, il fut un moment président d'un mouvement de jeunesse catholique en Argentine. Depuis qu'il a décidé de rouler pour son propre compte (en 1969), il est parvenu à implanter son mouvement dans divers pays, surtout hispanophones, mais le responsable européen de la secte vit au Portugal.

Ce qui est peut-être nouveau, c'est que les humanistes sont maintenant formés à défendre leur groupe lorsqu'on leur dit clairement qu'ils s'agit d'une entreprise sectaire. Comment procèdent-ils? A la manière de toutes les sectes en attaquant leurs accusateurs: par exemple, le Centre de Documentation, d'Education et d'Action contre les Manipulations Mentales qui serait lui-même manipulateur puisqu'il procéderait parfois à la déprogrammation d'adeptes de telle ou telle secte (par exemple, des moonistes).

Vous n'avez jamais entendu parler des humanistes auparavant? Cela s'explique sans doute par la modestie de leurs effectifs mais aussi peut-être par leur obsession de se dissimuler derrière des groupes et des associations paravents. Qu'on en juge: Pouvoir jeune, Mouvement de libération intérieure, Institut d'écologie psychique, Communauté pour l'équilibre et le développement de l'être humain, Harmonie et développement, Homme et évolution, le Parti Humaniste, Association pour les rapprochements culturels, l'Action valable... Et encore s'agit-il là d'une liste non exhaustive. Aux dernières nouvelles, la secte signe surtout «Le Mouvement humaniste», mais dans ce monde, les appellations s'usent vite.

On voit parfois fleurir une autre appellation:

«Parti vert». Lors des élections législatives de 1986 et 1988 cette étiquette visait à semer la confusion avec «Les Verts» d'Antoine Waechter dans l'espoir de voler quelques voix aux écologistes. La tentative a tourné court et les scores furent dérisoires mais cela ne dissuada pas les siloïstes de fonder une «Internationale verte», à Rio, en 1989 (la même année, ils avaient fondé une «Internationale humaniste» à Florence). Pour la Présidentielle de 1988, les humanistes avaient décidé de coller des affiches en faveur de Pierre Juquin. La question de savoir pourquoi les humanistes tiennent tellement à se dire de gauche divise les observateurs. Selon les uns ils escompteraient modifier les orientations de groupes de gauche «de l'intérieur», selon d'autres, ils chercheraient simplement à «coller» à l'image qu'ils se font des orientations spontanées de la jeunesse...

Les humanistes organisent parfois des collectes sur la voie publique en faveur, disent-ils, de la «lutte contre la drogue» ou de «la défense des droits de l'homme». Arrêtez-vous et parlez avec eux, vous aurez le plus grand mal à obtenir des explications claires sur l'usage qu'ils comptent faire de cet argent. D'ailleurs, on ne sait pas grand chose des finances humanistes sinon que la moitié de l'argent prendrait le chemin de l'Argentine et de l'Espagne, le reste servirait aux «frais de ligne»(?) et au responsable national du mouvement.

Marnix Dressen

NB. Cet article s'inspire largement de la brochure «Les Sectes en France», éditée par le Centre de Documentation, d'Education et d'Action contre les Manipulations Mentales, 19, rue Turgot, 75009. Tel. 42 82 04 93. Voir aussi l'Union Nationale de Défense de la Famille et de l'Individu (UNADFI), 10, rue du Père Julien Dhuit, 75020 Paris. Tel. 47 97 96 08, et l'association Daguerrosectes sur le 14e. Tel. 45 45 54 03.

Journaux humanistes

FEUILLES DE CHOU ET CARTON-PATE

Le Mouvement humaniste prétend lancer des journaux de quartier partout dans la capitale. Un projet concerne Pernety-Plaisance. De la concurrence pour La Page, pourquoi pas? A moins qu'il ne s'agisse d'un prétexte pour racoler...

POUR participer à un journal de quartier, il suffisait d'appeler Manu. Aussi, j'ai pris son numéro de téléphone sur l'affiche collée sur un mur de la rue Didot...

C'est Valérie qui m'a répondu. Elle est vive et très gaie et nous entamons facilement la conversation sur le fait de vivre dans ce quartier du 14e (Pernety-Plaisance), sur la vie de quartier par rapport à la grandeur de Paris-anonyme, etc. «Il faut dénoncer ce qui est inacceptable pour l'être humain», me donne-t-elle comme objectif du journal. Justement demain soir, Manu et elle seront dans un bar rue Pernety pour la réunion (hebdomadaire) du journal. Le n°1 est pratiquement bouclé et je pourrai ainsi voir la pré-maquette et rencontrer Manu. D'autres personnes seront là, mais elles travaillent sur un autre projet animé par Valérie. Sur ce dernier point elle ne veut pas m'en dire plus: «Tu as appelé pour le projet de Manu, rencontre d'abord Manu...»

Mercredi 20h30: dans l'arrière-salle du bar, ils sont bien là. Nous sommes deux nouveaux, les trois ou quatre autres se connaissent et je

devine qu'ils sont de «l'autre projet», ils ne resteront d'ailleurs pas très longtemps.

L'ambiance est très amicale et l'accueil chaleureux.

La pré-maquette nous permet d'entrer dans le vif du sujet: «journal du Mouvement Humaniste» apparaît en toutes lettres sous le titre. C'est un 4 pages (format A3 plié en 2). Un édito donne les grandes lignes du Mouvement Humaniste et les objectifs de ce journal de quartier. Un article sur les Assedic dans le 14e, un autre sur le conseil municipal et le projet de rénovation de la cité Bauer se répartissent entre les pages 1 et 4. Les pages 2 et 3 ne sont pas présentées mais sont déjà remplies, nous expliquent-ils, par le résultat d'une enquête auprès des gens du quartier. Mais sur ce point nous n'en apprendrons pas plus: «Nous vous en reparlerons».

UN APPORT PERSONNEL

Bref, le n°1 étant bouclé et le n°2 pas encore à l'ordre du jour, la discussion s'enchaîne très vite sur le Mouvement humaniste. Manu reste un peu en retrait mais Valérie nous parle avec enthousiasme: être humaniste apporte tant de choses! Sans discours structuré mais avec cœur, elle nous parle à la fois des grands moments que sont les rencontres nationales et internationales, du travail d'équipe sur le terrain, de l'apport personnel qu'elle retrouve dans sa vie de couple, dans sa vie professionnelle. Le discours se complique un peu quand elle essaie de nous expliquer les structures du mouvement! Mais qu'importe puisque Manu fait rapidement un aller-retour chez lui pour nous rapporter de la documentation qu'on pourra lire tranquille-

ment à la maison. Je me perds dans toutes ces structures et ne retient que le cas de Manu dont Valérie nous explique la situation. Il fait partie d'une équipe où ils sont maintenant une dizaine. Tout en restant dans son équipe, il doit monter à son tour une équipe dont il deviendra «l'orientateur» et ainsi de suite... Selon l'expérience du Mouvement, Manu sait qu'il doit contacter à peu près 300 personnes pour retenir 10 actifs! Le journal est un des moyens pour prendre ces contacts. Je suis désemparée pour lui! Avec l'idée du journal, ce mercredi nous étions 2 «contactés» et le mercredi suivant un troisième est venu. Plus que 297! Et les 2 autres (l'un devait avoir 20 ans, l'autre 40) avaient le même objectif: dessinateurs à leurs heures plus ou moins perdues, ils souhaitaient trouver là un support pour être publiés. Le mercredi suivant, re-belote. J'y vais cette fois bercée par les belles phrases des documents humanistes offerts par Manu: «Il pourrait arriver que quelqu'un veuille sortir des contradictions qu'il expérimente douloureusement et qu'il veuille donner cohérence à sa vie» ou «après tout, pour chaque être humain le plus important est de savoir s'il veut continuer à vivre» ou encore «le positif pour nous et notre milieu immédiat doit être étendu à toute la société». Quel programme!

Et on recommence: même café, même discours sur le Mouvement humaniste et toujours pas de discussion sur le journal. Valérie est



Visite guidée

AU 4 RUE Marie-Rose, située à mi-distance du carrefour Alésia et du parc Montsouris, sur la façade d'un immeuble un peu vétuste est apposée, depuis le 22 avril 1945, une plaque commémorative: «Lénine 22 avril 1870 - 21 janvier 1924 habita cet immeuble de juillet 1909 à juin 1912».

Ces lieux abritent, depuis le 27 avril 1955, le musée Lénine ouvert par les soins du Parti Communiste Français. Ce dernier acheta, en sus du logement où séjourna Vladimir Ilitch Oulianov, l'appartement mitoyen où sont exposés des documents divers (plus exactement des fac-similés ou des photocopies).

«Monsieur Oulianov?»

«C'est au deuxième, porte gauche», répondait vers 1910 d'un air soupçonneux la pipelette en dévisageant le visiteur affublé de postiches, car, à l'époque, les indics pulvaient dans la profession.

On entrait dans un corridor conduisant à trois pièces dont celle du milieu était dépourvue de fenêtre. C'était la chambre de Vlady et de son épouse Nadedja Konstantinova Kroupskaïa, séparée par une porte vitrée, de la première

pièce donnant sur la rue et qui servait de bureau de travail au théoricien de la Troisième Internationale. La dernière pièce, la meilleure, était occupée par belle-maman Elizaveta Vassilievna. L'habitation comprenait également une cuisine.

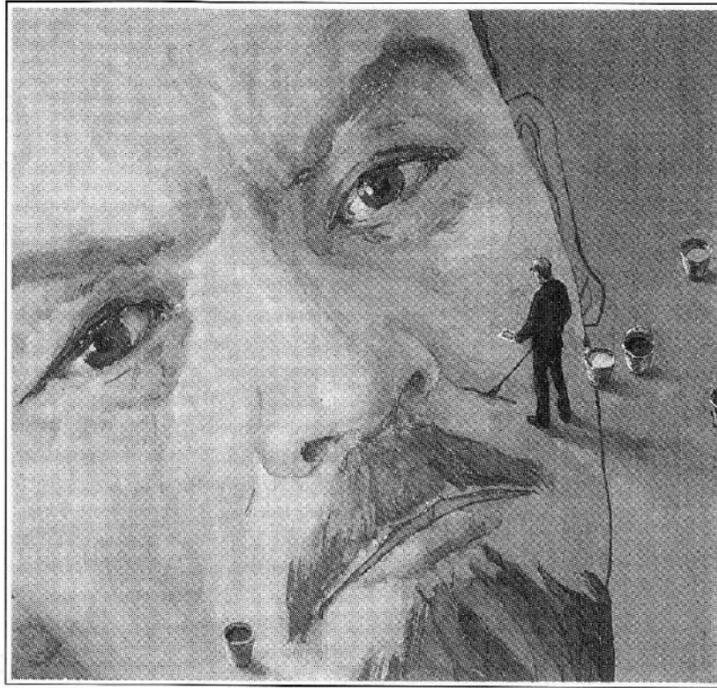
Ce qui est remarquable, c'est que, même si l'ameublement était très modeste tout semblait, d'après les indications du guide, appartenir au maître de maison, à croire que les deux malheureuses vivaient dans un dénuement extrême.

C'est le lit de Lénine, le pot de chambre de Lénine, le porte-plume de Lénine, la pipe de Lénine.

Fort heureusement en ce temps-là, les femmes n'écrivaient pas et ne fumaient pas.

En fait, pas le moindre objet disposé dans le logis n'a appartenu à Lénine. Tout le mobilier a été reconstitué.

Ce musée est éminemment confidentiel, il ne figure dans aucun annuaire. Il faut prendre rendez-vous par téléphone pour une visite à une heure très précise. Vous attendez devant la porte du bâtiment et un monsieur affable genre sacristain vient vous



«Le grand Lénine» Gouache de Pyotr Belov

rejoindre. Il s'est déplacé spécialement de l'extérieur pour vous guider sur les lieux saints.

Ayant égaré ce fameux numéro de fil (d'Ariane, bien sûr), je suis désolé mais l'endroit gardera tout son mystère pour vous.

Jacques Blot.

«Notre voisin, Vladimir Ilitch»

LÉNINE n'est jamais cité parmi les Montparnos célèbres du début du siècle, pourtant le quatorzième fut son arrondissement de prédilection.

A leur arrivée en 1908, les Oulianov étaient descendus dans un petit hôtel du boulevard Saint-Marcel à l'emplacement de la Maison de santé des gardiens de la paix. Là il n'y a pas de plaque commémorative. Il faudrait suggérer à Monsieur Toubon d'en mettre une, c'est culturel, non? Le portrait de Lénine au-dessus des flics alités victimes d'une horrible répression «ouvrière», voilà qui ne manquerait pas de sel!

toujours aussi en forme, Manu toujours aussi réservé. Elle nous parle du local qu'ils vont bientôt avoir dans le quartier, du temps qu'ils consacrent aux réunions: le mercredi et le vendredi dans ce même café plus celles qu'ils ont avec leur première équipe d'appartenance. Manu nous montre des exemples d'autres journaux de quartier sur Paris montés par des Humanistes. Plusieurs sont également encore au stade de projet, tous se ressemblent, même maquette, même type d'articles. Il nous montre aussi le journal national du Mouvement. Je pose alors la question de savoir qui va assurer les frais d'impression pour notre n°1. Il me baragouine une réponse floue, bref: il se débrouille pour ce numéro et les suivants se financent par les publicités que ne manquent pas de faire les commerçants. On saute du coq à l'âne. Valérie nous parle avec excitation de la rencontre du Mouvement qui se déroule actuellement au Brésil. On parle de l'organisation du Mouvement, des grandes orientations qui sont données tous les six mois aux équipes et sur lesquelles on ne peut pas discuter («mais ce sont juste des grandes lignes...» explique Valérie). La consigne donnée actuellement (janvier-juin 93) est d'être plus sur le terrain, de développer les actions sur les quartiers (enquêtes, journaux, soutien à des manif...). La rencontre de Rio va donner le ton pour ces nouveaux six mois mais selon Valérie cela restera sans doute dans la ligne actuelle: développer la présence sur le terrain.

En tout cas, on peut bien sûr participer au journal sans payer son adhésion au Mouvement (2x1500 F par an), on peut aussi amener des amis.

Moi je commence sérieusement à m'ennuyer de ce discours euphorique et répétitif sur les joies de l'Humanisme... Je décroche...

Margot Laurenceau

Peut-être mus par la prémonition de la prédestination funeste de ces lieux, Vlady et Kroupskaïa se transplantèrent au 24 rue Beauvier (là, il y a maintenant une plaque) tout près du parc Montsouris où Lénine aimait faire son footing et donner du pain (donner du pain a toujours été son obsession) aux canards qui n'étaient pas encore devenus les canards du doute.

Toujours dans le XIVe, il trouva un local pour l'imprimerie du journal révolutionnaire «Proletari» destiné à jouer un rôle important dans le regroupement des membres de la diaspora du Parti ouvrier social-démocrate russe (P.O.S.D.R.).

Durant cette période, 25000 Russes résidaient dans le XIIIe et le XIVe.

L'imprimerie s'installa d'abord au 8 rue Antoine Chantin. A la place, se trouve actuellement une laverie automatique. Vlady le rouge n'aurait guère apprécié que maintenant on y lave plus blanc. Ensuite le journal fut imprimé au 110 avenue d'Orléans,

aujourd'hui du Général Leclerc.

La cinquième conférence de Russie du P.O.S.D.R. s'est tenue du 3 au 9 janvier 1909 dans un restaurant 99 rue d'Alésia. Y participaient seize délégués. Vraisemblablement, était présent Lounatcharsky futur commissaire du peuple à l'Instruction publique en U.R.S.S. de 1917 à 1929 et dont l'influence bénéfique jusqu'en 1924 (date de la mort de Lénine) permit l'essor prodigieux de toute l'avant-garde littéraire et picturale soviétique des années 20.

C'est à Paris que Lounatcharsky se lia d'amitié avec Chagall qui, en août 1910, vint occuper un atelier impasse du Maine. Peut-être, ensemble, ont-ils rendu visite à Lénine.

Grâce à Lounatcharsky, Chagall, rentré au pays, fut nommé commissaire des beaux-arts à Vitebsk où il fonda une école d'art reprise après 1920 (date à laquelle il abandonna ses fonctions) par Malevitch auquel il s'était opposé, étant très hostile aux concep-

tions esthétiques du suprématisme.

L'ombre de Lénine se profile un peu partout dans notre 14ème jusqu'au très bourgeois restaurant du pavillon Montsouris, anciennement Jardin de la paresse (hommage involontaire à Paul Lafargue?) et aussi du côté du Dôme.

Lénine et Picasso se cotoyèrent peut-être brièvement lorsque le génial Andalou vint en 1912, transfuge de Montmartre, s'installer au 242 boulevard Raspail en compagnie de la belle Marcelle Humbert.

Il est possible qu'ils se soient croisés sur le boulevard. Le peintre transportait sa toile «Ma jolie» et Vlady l'amateur au goût des plus classiques faillit-il s'étrangler de stupeur devant ces formes étranges sinon étrangères pour lui que Pablo bringebalaïait nonchalamment sous son bras?

Moi, quand je passe entre cinq et sept devant la Coupole, à l'heure où dans les sous-sols de l'établissement les gigolos font guincher les rombières, je ne puis m'empêcher de penser à «un pas en avant, deux pas en arrière» du grand stratège Vladimir Ilitch, et je fredonne comme Ferré et Caussimon: «C'était bath le temps du tango».

J. B.

Voyage, passion, association

GLOBE - TROTTER

«Heureux qui comme Ulysse a fait un beau voyage...» Pour certains, un «beau voyage» est un séjour ou un circuit acheté page x du catalogue de l'agent de voyage Z: confort garanti pour les transports et l'hébergement, tout s'est déroulé comme prévu dans la brochure. Pour d'autres, c'est un voyage individuel préparé par quelques lectures de-ci de-là: sur place, on se débrouille par ses propres moyens, évitant les hôtels quatre étoiles pour privilégier le contact avec la population locale.

Si vous faites partie de la deuxième catégorie, Aventures du bout du monde (1) peut vous intéresser. Cette association fondée en janvier 1988 par Didier Jéhanno regroupe des «passionnés de voyage et d'aventures»; elle essaie «d'instaurer entre les adhérents des relations d'échange et d'amitié par le biais d'activités et de services dont le thème central est le voyage». En clair, elle fournit des tuyaux de tous ordres pour faciliter la préparation du voyage (compagnies et tarifs aériens par exemple) et éviter certaines «galères» sur place, etc.; bien pratique pour actualiser les données des guides. Elle permet également de trouver des idées de pays à visiter, voire des compagnons de route. Enfin, vous pouvez raconter votre voyage dans un article de la revue bimensuelle «Globe-Trotters»; à moins que vous ne préfériez montrer vos diapos: ABM organise une projection tous les quinze jours et même tous les deux

mois un buffet-projection (avis aux gourmets)...

Pour prendre contact avec ABM, vous pouvez bien sûr téléphoner au siège de l'association; éviter simplement de le faire à deux heures du matin car ce n'est pas un bureau avec répondeur, mais l'appartement de Didier Jéhanno et Odile Paugam! Ou bien allez au cinquième festival des Globe-Trotters qu'ABM organise les 20 et 21 novembre à Issy-les-Moulineaux(2). Ce festival se veut «le plus grand rassemblement de voyageurs en France» grâce à la collaboration de professionnels (Philippe Gloaen du «Guide du routard», Stéphane Peyron entre autres) et des ABMistes. Il a pour but de «faire vivre à des milliers de visiteurs un week-end de rêve, d'émotion et de rencontres authentiques sur le thème du voyage et de l'aventure humaine». Point de voyages à vendre donc, mais des stands-expos tenus par les adhérents qui présenteront leurs voyages; des diaporamas et des films (dont un inédit d'Albert Kahn sur la planète au début du siècle); des débats (comme les «galères» en voyage, la déontologie de la photo). De quoi construire votre prochain voyage, en somme.

(1) Aventures du bout du monde, l'association des Globe-Trotters, 11 bis rue Maison-Dieu. Tél.: 43.35.08.95 (ou Minitel 3615 Routard, rubriques infos d'ABM).

(2) Palais des Arts et congrès, 25 avenue Victor-



Cresson. Métro Mairie d'Issy. Samedi 20 et dimanche 21, de 10h30 à 19h30: 70F; soirée du samedi 20 de 20h à 24h: 60F.

Laurence Croq

REVOLUCITE: UNE ASSOCIATION EST NEE...

Révolucité, cité révolue, cité révoltée, cité voulue, cité...volée! Redonner vie, l'envie, aux petits et aux grands, aux jeunes et aux vieux, aux idiots et aux intelligents, et à tous les entre deux. Des idées à jaillir, des rires à éclater, des savoirs à transmettre. Croire en l'action qui fédère, en l'agir. Oser. Construire le projet. Donner la parole, la prendre. Viser la liberté, l'atteindre. Participer. Former la farandole. La cité fait sa révolution. Action.

Pour être les instigateurs et les complices d'initiatives visant à casser les égoïsmes, diffuser la connaissance et la culture, favoriser la communication et la rencontre, nous sommes huit habitants du quatorzième arrondissement à avoir créé Révolucité-association régie par la loi de 1901.

La vie nous intéresse: des paliers aux immeubles, des rues aux quartiers, de la ville à la cité, nous voulons faire la démocratie, dans la liberté, la solidarité et le partage d'une égale responsabilité.

En organisant des manifestations, des activités, ludiques et festives, nous souhaitons nous mettre à l'écoute des préoccupations et des aspirations de tous et animer la cité. Un festival, avec du théâtre, de la vidéo, de la musique...voilà l'une de nos envies, l'un de nos espoirs pour imprimer jusqu'à la Porte de Vanves la marque de notre engagement.

En adhérant à Révolucité, en participant à ses projets, en apportant votre concours financier, faites avec nous l'utopie.

Révolucité: 65, rue Hallé, tél 43 21 61 47

TERROIR

Place Brancusi, «dégustez la France»; A l'ouest, plus précisément du côté de la place Brancusi, face au café-restaurant «Les nouveaux mondes»(33, rue de l'Ouest), les cultures du terroir s'ouvrent et s'animent sous l'impulsion de Daniel di Corrado, président de l'association des commerçants du «pré-Montparnasse», propriétaire du café, après avoir été régisseur à la Comédie Française. Depuis 1992, de petits producteurs présentent le dernier week-end de septembre, dans une ambiance de fête culturelle, «le marché gourmand des terroirs de France». Prévu pour octobre: un marché permanent de la nature le samedi, qui présentera des produits de qualité de producteurs dont certains vous ont régalez au marché Edgar-Quinet. Pour redonner vie et convivialité à ce quartier, l'association lance d'autres activités culturelles (ex: «La pièce de théâtre Saul de Tarse», avec N.D. du Travail)

PARKING MAINE: PERMIS DE CONSTRUIRE ANNULÉ

Le permis de construire concernant le parc de stationnement de 506 places à proximité du carrefour Alésia a été annulé par le tribunal administratif. Motif: il ne prend pas en compte les prescriptions des pompiers, mettant ainsi en péril la sécurité des riverains.

Rappelons que ce projet était contesté par les habitants du quartier (et notamment l'association SOS Paris), conscients que l'implantation d'un parking dans un secteur où la circulation automobile est toujours aussi mal maîtrisée ne ferait qu'aggraver la situation.

Ils font remarquer aujourd'hui que, malgré maintes tentatives, aucune concertation n'a pu s'instaurer, ni avec les élus, ni avec les services municipaux.

EXPO EN CHAMBRE

Hans-Ulrich Obrist, qui travaille pour le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, habite l'hôtel Carlton Palace à Montparnasse. Il y côtoie des artistes contemporains qui, lorsqu'ils sont de passage à Paris, choisissent notre arrondissement pour y séjourner.

Paris, Montparnasse, artistes, hôtel, voyages... voilà largement de quoi inspirer ce jeune suisse-allemand à la recherche de cadres originaux pour abriter des expositions. Cet été, 60 peintres, sculpteurs, artistes conceptuels, ont exposé dans sa chambre d'hôtel de 16 m². Rien que dix artistes exposent dans l'armoire, certains ont investi la salle de bain; (Paul-Armand Gette a posé un faux Monet dans le bidet...). Annette Messager, qui expose actuellement au centre Pompidou, a revu et corrigé le lit en y mettant une moustiquaire et elle a accroché un oiseau empaillé en robe de mariée au plafond.

Ray Hains, Bertrand Lavier, Gloria Friedmann... qui exposaient également dans la chambre 763, sont attachés au quartier de Montparnasse et au quatorzième. Hans-Ulrich Obrist tient à continuer ce type d'expériences, car il est persuadé que la vie artistique à Montparnasse continue. On vous tiendra au courant!

ALBUM DE FAMILLE

Les éditions Parigramme publient «Je me souviens du 14e arrondissement». Signé Sylvie Bonin et Bernadette Costa, ce «beau livre» (120 pages, 148F) réunit des témoignages de vieux habitants du quartier et des clichés de grands photographes. Près d'une centaine de «quatorziémistes» ont apporté leur contribution à cet album de famille collectif.

THEATRE DES GENS

Le THEG-Théâtre des gens met en place, comme chaque année, un groupe de théâtre dans le 14e. A raison d'une soirée par semaine (le mercredi) ou d'un week-end par mois, le travail proposé passe par une palette de jeux, d'exercices et d'improvisations, et aboutit à la représentation publique d'un acte dramatique construit de A jusqu'à Z par le groupe et mis en scène par l'animateur.

Pas d'expérience requise ni de critère d'âge, de «physique», de milieu... Il suffit d'avoir envie et d'essayer...

Renseignements, tél: 45.42.07.62.

UN ANGLAIS A PARIS

Flâneries dans le quartier Denfert

Pour un résident étranger, déménager dans Paris peut être une expérience éprouvante. Un nouvel environnement, de nouveaux voisins, les déplacements à la mairie, au commissariat, de la paperasserie à l'infini... Mais c'est aussi l'aventure du 16e pour l'animation d'un 14e encore inconnu.

C'EST UN peu le hasard qui m'a conduit près de Denfert-Rochereau. Ce quartier suggère tout à la fois la vie et la mort. D'un côté, vous trouverez tout le nécessaire du quotidien auprès des petits commerçants; de l'autre, l'invitation à la méditation et le songe d'un repos éternel au parc Montsouris, au monastère de la Visitation ou au cimetière du Montparnasse. Dans une partie de la rue Daguerre, on a eu la bonne idée d'interdire la circulation mais, place Den-

Lecteurs en herbe...

Alors que trop de librairies de quartier disparaissent au profit de laverie automatiques, de cabinets d'assurances, de succursales de banques ou d'agences immobilières, l'«Herbe rouge» résiste. Pour le plus grand bonheur des enfants du 14e...

AUX FRONTIÈRES endormies d'un 14e austère, il est une boutique dont les murs rouges et mauves ont croqué plus d'un curieux. Est-ce la proximité de deux écoles et d'une bibliothèque municipale qui ont conduit les libraires de l'Herbe rouge(1) à se spécialiser en partie dans le livre pour enfants? Toujours est-il que depuis seize ans, personne ne semble regretter ce choix: une librairie de quartier a encore sa place, non seulement dans l'imaginaire nostalgique des parents, mais aussi dans l'enthousiasme des jeunes lecteurs qui apprécient l'opportunité de fouiller, de fouiner, de lire albums et bandes dessinées à même la boutique. Faut dire qu'ici, «le livre n'a pas encore régressé à l'état de marchandise»; Françoise et Gégène sont convaincus que leur librairie peut demeurer «un lieu attirant, accueillant, où l'on aime faire aimer le livre».

Faire aimer le livre? Par ces temps «téléphagiques», l'ambition n'est pas mince. Une recette existe pourtant, qui consiste à partir

d'un constat bien simple: c'est en associant, dès le plus jeune âge, lecture et plaisir que l'on suscitera des vocations de lecteurs! Si tout le monde ne peut «naître au milieu des livres» et découvrir le plaisir de lire «dans le bureau de son grand-père»; s'il n'est pas, non plus, donné à tous de croiser la patience exceptionnelle d'un maître vigilant, on peut recenser un certain nombre de conditions qui favoriseront le goût de la lecture. Il faut sans doute, pouvoir prendre son temps, feuilleter, picorer, survoler, s'y plonger, bref, disposer à loisir d'une ample collection d'ouvrages pour y rencontrer l'auteur ou le style de sa vie. Il faut aussi sentir de la part des adultes, un encouragement qui, loin d'être une camisole, favorise la complicité. Il faut enfin, pouvoir parler de ses lectures, rencontrer d'autres amateurs, confronter opinions et impressions. C'est au fond ce que propose l'Herbe rouge, avec ses rayons pleins de «pierres levées: droites ou penchées, serrées comme des briques» ou «noblement espacées en allées de menhirs», que les jeunes lecteurs peuvent s'approprier le temps d'une escale.

FORGER LE GOUT

A l'Herbe rouge, on ne se contente pas de laisser maints trésors à portée des lecteurs; l'on y propose également un «atelier de lecture»(2). Deux fois par semaine, après la classe, au fond du magasin, dans une pièce spécialement aménagée, Françoise lit, devant un auditoire d'une douzaine d'enfants (de 5 à 11 ans), des contes traditionnels ou contemporains, des histoires vécues ou des documentaires illustrant le thème de la journée. En écoutant ces points de

LE MARCHÉ DU LIVRE POUR LA JEUNESSE

Il y a quinze ans, le livre pour la jeunesse était considéré comme un genre mineur sans intérêt commercial. Il devint un marché porteur grâce à la conjonction de deux événements: la création de plusieurs dizaines de bibliothèques publiques pour la jeunesse et la diffusion, auprès des parents, de l'idée selon laquelle la réussite sociale de leurs enfants passait par la maîtrise de la lecture, le plus tôt possible. Dès lors, les éditeurs

dynamisèrent leurs collections non scolaires, les grandes maisons lancèrent leurs collections spécialisées. L'on multiplia les titres (280 nouveautés en un seul mois)... Le livre pour la jeunesse connut sa période dorée vers la fin des années 80.

Mais le nombre des bibliothèques s'est stabilisé, les commandes des collectivités et des particuliers aussi, tandis que maisons et collections se multipliaient. Et si ce n'est pas



Jean-Luc Melzger

vue différents, les enfants élargissent leurs connaissances, prennent conscience qu'un même sujet peut être traité de manières variées. De plus, il leur est proposé de s'exprimer sur les titres lus; avec le temps, même les enfants les plus jeunes parviennent à motiver leur avis. L'atelier offre ainsi l'occasion de développer, non seulement le goût du livre et celui de l'exigence, mais aussi l'écoute mutuelle et le respect de l'opinion des autres.

DES LIVRES ET DES JEUX

Parallèlement à l'atelier de lecture, et pour compléter leur action de conseil auprès des lecteurs, l'Herbe rouge a animé, au mois de janvier, un concours organisé par la collection «Cascade» aux éditions Rageot. Signalons

la banqueroute, certains signes inquiètent. Sur les douze derniers mois, la vente de livres pour la jeunesse a baissé de presque 3% (passant sous la barre des 1 200 MF). Le nombre d'exemplaires vendus conserve son niveau de 1988 (60 millions). Mais ces chiffres ne rendent pas compte de la disparité dans la qualité des ouvrages. Comment choisir parmi les centaines de nouveautés qui chaque année envahissent le «marché»? Peut-être en consultant le catalogue des sélections que propose l'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse.

«A travers leurs efforts, les animateurs de l'Herbe rouge contribuent à entretenir une vie de quartier.»

d'abord que Rageot a la particularité de rechercher de nouveaux auteurs français, ce qui, dans le contexte actuel, est très courageux. Cet éditeur a donc proposé aux libraires spécialisés pour la jeunesse, de s'associer à un concours visant à mieux connaître leur jeune lectorat, tout en appréciant ses talents de critique. Pour mémoire (nous vous en avions parlé dans le numéro 16), les candidats devaient rédiger une note de lecture expliquant pourquoi ils avaient aimé tel livre (de la collection Cascade). Ce concours a été relayé par le personnel de la bibliothèque de la Glacière (dans le 13e), des enseignants de deux écoles primaires, la documentaliste du collège Georges Braque, ainsi que par une professeur de français d'une classe de cinquième. C'est lors d'un pot, organisé à l'Herbe rouge, que tous les participants ont été récompensés par «des quantités de livres, des affiches, mais aussi des pin's». Consécration de taille, les lettres des participants ont été affichées dans la vitrine de l'Herbe rouge pendant 2 semaines. Auteurs, parents et passants ont pu apprécier la qualité d'expression de nombre d'enfants, leur maîtrise de l'écriture, de l'humour, de la logique, leur prise de



de la rue de la Gaîté... Boulevard Raspail, à la place d'un Centre culturel américain, voici que s'élève un inquiétant mur de verre... La froide promotion immobilière aura-t-elle raison de «mon quartier»?

Un quartier où, cependant, une étonnante variété de bars ou de restaurants (afghan, brésilien, portu-

gais, italien, scandinave, indien, chinois, grec, créole, africain, vietnamien, mauricien, réunionnais, américain) permet de garder un certain optimisme. Après tout, c'est bien naturel: le bien-être et le bien-manger ne sont-ils pas les meilleurs soutiens de l'élan créateur?

John Kirby Abraham

rouge

conscience des fléaux actuels (racisme, pollution,...), ainsi que leur sens critique.

DÉFENDRE LES LIBRAIRIES DE QUARTIER

A travers les efforts qu'ils font pour promouvoir le livre, par l'intérêt qu'ils portent aux lecteurs (jeunes et moins jeunes), les amateurs de l'Herbe rouge contribuent à entretenir une vie de quartier. Certes, on pourrait considérer qu'il ne s'agit là que d'un argument commercial au second degré (qui toucherait d'autant plus la clientèle que celle-ci est sensible à la valeur symbolique du livre), mais ce serait faire abstraction des réels efforts consentis par les « patrons » pour faire reconnaître, auprès des pouvoirs publics, l'importance de la librairie dans la « cité ».

Membres de l'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse (voir encadré « Diversification ou dégradation ? »), ils militent pour que les enseignants et les bibliothécaires disposent d'une autonomie de gestion pour acheter leurs livres chez le fournisseur de leur choix. En effet, les pouvoirs publics parisiens passent des commandes centralisées aux grossistes qui leur accordent les remises les plus importantes (entre 25 et 30,5 %)(3). Acheter au moins disant, cela ne paraît pas choquant. Toutefois, on s'étonnera que, par ailleurs, la Ville de Paris n'hésite pas à subventionner le livre, accordant 1,5 million de francs à l'ADELC (Association pour le développement de la librairie de création). N'aurait-il pas été plus efficace d'affecter cette somme directement à des achats auprès des librairies de quartier qui, bien que proposant des remises moindres, offrent un véritable conseil? Qui y perdrait? Ni l'Etat, ni les riverains, peut-être les grossistes.

Jean-Luc Metzger

(1) L'Herbe rouge, 1 rue d'Alésia. Ce nom doit beaucoup à Boris Vian, à la couleur rouge et à l'herbe.

(2) L'atelier de lecture est une activité payante. En 1993, il en coûtait 330 F le trimestre.

(3) Ainsi les libraires provinciaux, spécialisés dans le livre pour la jeunesse, font 50 % de leur chiffre d'affaires avec les commandes de collectivités (écoles et bibliothèques), alors qu'à Paris ce chiffre peut tomber à moins de 5 %.

DIVERSIFICATION OU DÉGRADATION ?

Les librairies réalisant l'essentiel de leur chiffre d'affaires par la seule vente de livres sont presque deux fois moins rentables que les commerces de détail; comment, dans ces conditions, se moderniser, développer des stocks denses et variés, fixer des salaires à un niveau correct? Cette faible rentabilité a deux conséquences majeures: les « vraies » librairies résistent mal aux renégociations des baux commerciaux et elles sont extrêmement sensibles au niveau de remise accordé à leurs clients.

C'est pour compenser la hausse des loyers parisiens et la baisse des marges que les libraires se sont mis à vendre des marchandises qui n'ont rien à voir avec leur vrai métier: « on appelle ça se diversifier, alors qu'il ne s'agit que de s'adapter par nécessité », nous confie Françoise. Mais, dès lors que l'on refuse de perdre son âme, que l'on préfère une « certaine qualité de la vie à la recherche d'une aisance matérielle facile, il faut se contenter de ne gagner qu'un peu plus que le SMIC ».

« Ce qui menace la diffusion de la culture dans notre société, c'est le succès des soldeurs, qui ne sont que des marchands de livres. Peu à peu, se crée une sous-culture faite de livres vendus à bas prix. Le livre n'est pas un produit à durée de vie brève. Pensez à ce qu'il est advenu de tous les disques quand le disque est devenu un produit ».

Quel avenir pour les librairies spécialisées? Peu reluisant, à en croire les prospectives en vogue chez les décideurs. Pour ces derniers, l'idéal serait un réseau de grosses librairies générales (à titre indicatif, les distributeurs de type FNAC représentaient, en 1979, 17% du marché du livre, en 1990, 25%, et les prévisions tablent sur 46% en 1995). Pour enrayer ce mouvement de désertification, les libraires devraient se regrouper en associations de défense, démarche semble-t-il incompatible avec le caractère généralement « individualiste » de ces professionnels.

s'oppose à cette révision: elle estime qu'il est possible de construire des logements tout en respectant l'espace vert prévu.

Après avoir recueilli plusieurs centaines de signatures sur une pétition, l'association a proposé un contre-projet et préparé diverses actions.

Urbanisme et Démocratie, 30 rue Didot, 45 39 13 02

BAUER-THERMOPYLES

Le 21 juin, Lionel Assouad, par voie d'affichettes apposées dans ce quartier, invitait la population à prendre connaissance du projet de modification du plan d'occupation des sols que la Ville de Paris avait concocté.

L'espace vert prévu au POS de 1989 disparaît. En contre-partie, 120 logements sociaux, répartis entre différents immeubles, sont construits.

L'association Urbanisme et Démocratie

L'EQUIP'PAGE

est l'association éditrice de La Page. Vous pouvez en devenir membre et, ainsi, participer à notre travail. Adhésions: 100 F. Chèques à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, Paris Cedex 14.

AQUARELA

RESTAURANT BRÉSILIEN

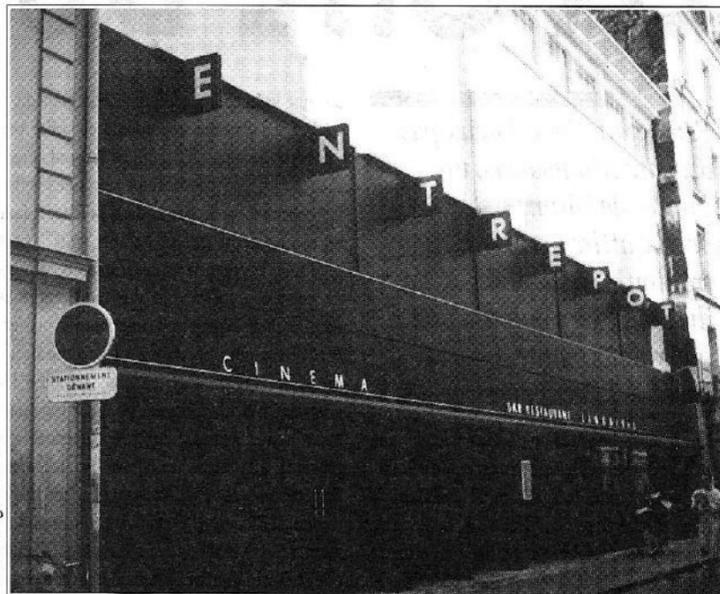
Le seul brésilien baianais de Paris! Ce sympathique restaurant, régulièrement décoré par les œuvres d'artistes du Brésil, vous transporte, à midi ou au dîner, vers des pays plus chauds, au son du rythme brésilien. Pour 50 F, formule déjeuner: plat et dessert. Pour 140 F, le soir: cocktail, entrée, plat et dessert.

Fermé le lundi
16, RUE LIANCOURT - TÉL. 43.22.21.31.

L'ENTREPOT, UN HAVRE DE CULTURE

L'autre cinéma

En 1987, un célèbre lieu de culture du quatorzième arrondissement était devenu la proie des promoteurs. L'Entrepôt, l'espace cinématographique que Frédéric Mitterrand avait su faire partager aux Parisiens depuis 1975, allait devenir un supermarché. « De voir les promoteurs prendre déjà les mesures m'a horrifiée », nous déclare Carole Roussopoulos, actuelle directrice des lieux. « J'ai sauvé ce lieu par hasard, sans pour autant avoir les compétences pour diriger un cinéma d'art et d'essai ».



Béatrice Ligonnière

Il y a autant d'habitants du quartier que de cinéphiles.

peu plus à la découverte du cinéma chez les adolescents des collèges comme chez les retraités du quartier... Tout comme Frédéric Mitterrand autrefois, reprenneur d'un ancien entrepôt de grains et concepteur de cet espace multifonction, Carole n'imagine pas un autre quartier que le sien pour vivre et travailler. Directement arrivée il y a vingt cinq ans de sa Suisse natale dans le quatorzième arrondissement, elle ne l'a pas quitté depuis. Son souhait: « faire de l'Entrepôt un cinéma de quartier. Jamais je n'aurais repris un lieu sur les Champs Élysées! »

L'ENTREPOT, ce n'est pas uniquement trois salles de cinéma. C'est une ambiance, un cachet que nombre de Parisiens et d'habitants du quartier apprécient: une grande salle-café au plafond haut, éclairée par des projecteurs de cinéma, des fauteuils verts le long des murs encadrant des tables de jardin, des écrans suspendus, des journaux sur des supports en bois à la disposition des consommateurs, une librairie cinématographique, un restaurant dans un jardin d'hiver... un lieu que notre hôte définit par sa « transparence ».

UN LIEU DE RÉSISTANCE

Au programme aujourd'hui: une rétrospective de l'Italien Antonioni, un cycle du Portugais Manoel de Oliveira et le film du Bosnien Emir Kusturica « Le temps des gitans ». Carole ne fait pas de distinction entre les films commerciaux et les films d'auteurs. Pour elle, seuls comptent les coups de foudre. C'est ainsi que, l'année dernière, l'Entrepôt a diffusé en exclusivité tous les films produits depuis trois ans par les neuf pays d'Europe de l'Est. « C'est en prenant des risques, en marginalisant encore un peu plus l'Entrepôt, que l'on parviendra à survivre et à garder notre spécificité. L'Entrepôt doit être un lieu de résistance à la médiocrité ambiante. » Dans cette perspective, il est prévu de développer l'exploitation de films originaux de pays au réseau de distribution sous-développé, comme ce film chilien, « La frontière », Ours d'argent à Berlin en 1992, à l'affiche de la rentrée.

En tout cas, l'Entrepôt n'est pas un lieu pour intellectuels torturés. Il y a autant d'habitants du quartier que de cinéphiles itinérants. On trouve aussi des bébés qui, munis de leurs billets « made in crèche », viennent une fois par mois découvrir la magie des images. En toute harmonie, il arrive qu'une classe de petits mongoliens se joignent à eux. Si cela ne tenait qu'à elle, Carole contribuerait encore un

MONEY MONEY MONEY

Mais la rue Francis de Pressensé n'est pas le quartier latin et le poids de la fréquentation dans ce cinéma d'art et d'essai est bien sûr primordial. L'Entrepôt est en effet classé « art et essai et recherche » ce qui lui permet d'obtenir des subventions (moins de 10% du CA) sans lesquelles ce type de cinéma, désormais quasi unique en Europe, ne pourrait exister. La restauration fait part égale avec les films dans la recette totale (7,5 millions). Pourtant, malgré une bonne image de marque et un budget en équilibre, la situation financière continue d'être précaire du fait de l'endettement initial.

Mais dans l'exploitation le plus difficile est sans doute l'accès aux films. Lorsqu'on n'est pas à la fois producteur-distributeur-exploitant comme Gaumont et UGC et qu'on ne possède pas les droits des films, on hérite souvent des titres dont personne ne veut plus. Dans ce système de distribution caractérisé par l'individualisme et l'apreté des différents acteurs, il faut savoir faire preuve de ruse et d'imagination pour offrir aux spectateurs une programmation stimulante. Il faut savoir garder un film suffisamment longtemps pour apprivoiser le public; il faut savoir jouer sur la complémentarité entre les exploitants; enfin, il faut, en amont, créer une solidarité entre les jeunes réalisateurs et les salles à la spécificité marquée comme l'Entre-

pôt. Ainsi, le projet le plus ambitieux est-il sans aucun doute de réserver une salle à la projection permanente de « premiers films », comme au temps héroïque des années 50-60 à Montparnasse, où l'on découvrait les jeunes loups de la Nouvelle Vague. « Aujourd'hui, en France, il est plus facile de produire ses films que de les montrer. L'Entrepôt doit par conséquent devenir un véritable lieu de recherche. Il ne reste plus qu'à trouver un directeur de projet qui voudra bien m'aider à donner leur chance aux jeunes auteurs français. »

En observant notre interlocutrice, toujours un sourire mi-charmeur mi-ironique aux lèvres, on saisit peut-être la nature d'un lieu où plaisir et curiosité s'allient pour lui donner sa marque. « J'aime boire et manger, lire un bon livre, voir un bon film, bref se faire plaisir avec mes amis. » ... Tout ce qui fait le quotidien de l'Entrepôt.

Léna Lutaud et Dimitri Nicolaidis

ABONNEZ-VOUS À LA PAGE

Cinq numéros: 40F (soutien: 100F). Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, Paris Cedex 14.

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

LA CITÉ DU SOUVENIR

Rue Saint-Yves, à deux pas du parc Montsouris, un groupe de bâtiments en brique attire le regard. Au fronton, l'inscription «Cité du Souvenir» entoure une croix rayonnante. Que se passe-t-il derrière ces grilles ?

NOUS SOMMES en 1925, au lendemain de la première guerre mondiale. Nombre de familles vivent dans la misère, sans logement décent. A la place de l'actuel Hôpital Universitaire, un camp de transit est installé. Près du parc Montsouris, une sorte de bidonville abrite des baraques de chiffonniers. Cet «lot insalubre» est inscrit au cadastre sous le nom de «Terrain de la Misère». Son propriétaire cherche à s'en défaire.

C'est alors que l'abbé Keller entre en scène. Ce jeune vicaire rêve depuis longtemps de créer un endroit où les plus démunis puissent vivre décemment. Il décide d'acheter le terrain, et d'y édifier une «Cité ouvrière catholique» destinée à accueillir des familles nombreuses. Pour financer ce projet, dans lequel il investit une bonne part de sa fortune personnelle, il lance une souscription.

«EN SOUVENIR DES MORTS, CONSTRUIRE POUR LES VIVANTS»

Des milliers de tracts sont distribués. On peut y lire que «dans une atmosphère de salubrité matérielle et morale, les Morts revivront grâce aux familles nombreuses que leur souvenir abritera». En effet, chaque appartement sera dédié au souvenir d'un soldat mort à la guerre ; chaque soldat servira d'«ange gardien» à la famille qui y logera.

La guerre est encore proche, les plaies à vif, l'idée séduit. Une habitante de la Cité se souvient : «je connais une bien pauvre femme qui avait pris deux actions parce qu'elle touchait la rente de son fils qui avait été tué à la guerre, parce qu'elle trouvait cela tellement

ans une kermesse y a lieu, avec un manège.

L'attribution des logements est faite par l'abbé lui-même. Des familles lui sont adressées par les services sociaux. Certaines règles sont strictes : pour entrer dans la Cité, il faut au moins avoir quatre enfants (mis à part quelques appartements réservés aux veuves de guerre), les étrangers doivent prendre la nationalité française, les concubins se marier. L'abbé est plus ouvert sur les pratiques religieuses : «Il prenait les gens même s'ils n'étaient pas catholiques, ce qu'il regardait avant tout c'était leur misère». Cependant, la présence à la messe est conseillée, au moins dans certains cas : «Il est venu chez ma mère, il lui a dit d'accord, je vous donne un appartement, mais il faudra venir à la messe. Comme elle était très pieuse, ça ne la dérangeait pas».

L'ABBÉ KELLER : UNE «SACRÉE» PERSONNALITÉ

De l'avis de ceux qui l'ont connu, l'abbé Keller est un saint homme. Un saint homme, avec un sale caractère.

Il a des idées bien définies sur ce que doit être la vie des familles modestes. Pour lui, tout confort est superflu ; il ne se prive pas de reprocher aux habitants ce qu'il considère comme un luxe inutile. Lui-même vit très pauvrement. «Il y avait une certaine pression de sa part pour une certaine modestie [...] Il ne faisait pas de rénovations parce que c'était dépasser la modestie. Même si on le faisait soi-même : à partir du moment où tu peux faire une salle de bains, tu peux aller ailleurs et il y a des gens pauvres qui peuvent venir à ta place [...] On lui a mené une guerre impitoyable pour qu'il comprenne que la minuterie était indispensable : les gens ne pouvaient pas toujours se balader avec une torche électrique. Pour l'abbé Keller, c'était de l'argent dépensé pour rien. Avec le luxe qu'on se payait nous, il aurait pu faire des logements pour d'autres».

La forte personnalité de l'abbé n'est pas sans entraîner certains conflits. Quelques familles jouent un rôle d'intermédiaire pour les résoudre : «Un jour on vient me chercher, l'abbé ne voulait pas prêter les chaises de la

musulmanes. Il avait une certaine ouverture sur l'aspect inter-culturel».

Une des grandes idées de l'abbé est que les pauvres doivent s'aider entre eux, être solidaires. Dans cet esprit, il monte une association, l'«Entraide Loyale», destinée à aider les familles à acquérir elles-mêmes un logement. Les habitants de la Cité du Souvenir sont encouragés à cotiser : «Il obligeait sans obligation d'y adhérer».

DU RIFI DANS LES PATATES

L'implantation de la Cité du Souvenir pose quelques problèmes dans le voisinage. Dans les années soixante, certains jeunes, livrés à eux-mêmes, forment des bandes : «A l'époque personne ne passait dans cette rue,

jamais oublier cet homme».

L'abbé meurt en 1986.

Pendant que l'abbé perd son pouvoir, la logique change. Le dispensaire disparaît, la Ville de Paris ne payant plus le personnel, qui était à sa charge. Le service social est réorganisé, la dernière assistante sociale, très âgée, n'est pas remplacée. La bibliothèque ferme également. «On a l'impression qu'il y a eu une marche arrière complètement incontrôlable». Les bâtiments sont rénovés, mais dans le même temps, les locataires qui ne payent pas leur loyer font l'objet d'une procédure d'expulsion. La cour, que l'abbé avait prêtée aux jeunes pour qu'ils y jouent, est transformée en «espace vert». De nouveaux locataires, bénéficiant du 1% patronal, emménagent dans la Cité. «Ça nous a fait tout drôle, on a vu



Pourtant la Cité a gardé son âme.

arriver des gens qui avaient des voitures, des belles voitures, pour moi ça n'était pas possible que des gens comme ça habitent ici» «Avant on ne voyait pas un jeune célibataire qui n'était pas de la Cité avoir un logement ici». Les «1%» ne sont pas forcément bien perçus, à quelques exceptions près : «ils ne disent pas bonjour, ils ne veulent pas se mélanger».

UN VILLAGE DANS LE QUATORZIÈME

Pourtant, la Cité a gardé son âme. Deux mots reviennent, dans la bouche de ses habitants : un village, une famille. Un endroit où il fait bon vivre, où, malgré les problèmes, la solidarité règne. «Ici, c'est une petite famille, tout le monde se connaît» «Ici, on est un village et pas un ghetto. C'est tout à fait différent. C'est vrai que même les chiens et les chats sont chassés s'ils ne sont pas de la maison. Il y a l'esprit d'entraide qui reste parce qu'on se connaît. D'abord parce qu'il n'y a qu'une porte. Et puis, dans les escaliers, on rencontre toujours quelqu'un» «La Cité du Souvenir, c'est un petit village dans notre quatorzième arrondissement. On est un village, d'ailleurs quand on dit «la Cité du Souvenir», on sait qui on est, on sait à quel type de gens on appartient. On s'y identifie».

Certains locataires de la Cité y ont emménagé au moment de sa construction. D'autres y sont nés, ils ont repris l'appartement de leurs parents. Les traditions se perpétuent. «Ce qu'on vit aujourd'hui, c'est quelque chose qu'on a ancré il y a des dizaines d'années, ça fait partie des moeurs» «On ne peut pas passer dans la cour sans avoir bavardé».

SOLIDARITÉS

Jeunes ou vieux, les locataires aiment leur Cité. Leurs yeux s'allument quand ils en parlent, ils en sont fiers : «Notre Cité, c'est particulier, c'est un univers magique, c'est une micro-société. Les gens qui ne connaissent pas la rue, ils s'arrêtent devant le panneau,

rennent à l'intérieur voir la chapelle, voir ce que c'est... C'est un Monument Historique, notre Cité ! Rien de comparable avec les cités de la porte de Vanves». Certains ont envie d'aller voir ailleurs : «Moi, je ne vais pas renier cette Cité, je ne pourrai pas oublier Saint-Yves comme ça, mais je pense que je partirai un jour : on aspire à autre chose». Mais d'autres s'y sentent suffisamment bien pour y rester : «Nous, on va rester ici toute notre vie parce qu'on est bien» «La Cité, on finit par s'y attacher. On nous avait proposé un appartement à Versailles, dans le cadre du 1% avec mon mari, non, je ne me voyais pas du tout aller à Versailles. J'aime le milieu populaire, où on est entre nous, où on a créé des liens d'amitié avec les gens, je ne me vois pas du tout me reloger ailleurs».

C'est que, derrière les grilles du 11 de la rue Saint-Yves, un fin réseau de solidarités s'est tissé entre les habitants. On monte les paquets des personnes âgées ou des mères de famille, on garde les enfants de l'un quand il a des problèmes, on aide ceux qui ont des difficultés scolaires... «C'est une solidarité pure et sincère, ce n'est pas un devoir d'obligation parce qu'on est plus riche que l'autre».

La convivialité, qui avait un peu disparu après la mort de l'abbé, revient en force ces derniers temps. Pour Noël, les enfants de l'ACE (Action Catholique des Enfants, animée dans la Cité par une religieuse aidée de bénévoles) ont porté des petits cadeaux aux personnes âgées. Pour la fête de la musique, les fils du gardien ont improvisé un concert dans la cour. «La fête de la musique, c'était formidable, on est descendus et après tout le monde a suivi, il y en a même qui ont dansé dans la cour». Une association de locataires a été créée. On parle de refaire une bibliothèque, d'organiser des activités. Pour tout cela, il faudrait un local. Mais la société de HLM n'est pas l'abbé Keller : elle n'accepte de fournir une salle que moyennant finances. Cependant, les habitants ne se découragent pas. Ils ont appris à ne compter que sur eux. «C'est ce que l'abbé voulait».

Béatrice HAMMER

LA MAIN A LA PAGE

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés du quartier, etc.

La Page n°18, c'est : Jacques Blot, Juliette Bucquet, Pierre Bourdige, Bruno Camajhi, Laurence Croq, Brigitte Delmon, Agnès Deboulet, Meggan Dissly, Jean-Christophe Ditroy, Marnix Dressen, Jeanne Durocher, Amélie Dutrey, Guy Fargette, Béatrice Hammer, Léna Hutaud, Imaçem et Adela, Edwige Jakob, John Kirby Abraham, Margot Laurenceau, Laurence Leblanc, Véronique Lepage, Jean Lévy, Béatrice Ligonnière, Jean-Luc Metzger, Olivier Miguairou, Dimitri Nicolaidis, Bruno Négroni, Nathalie Osmont, Isabelle Sirot, Béatrice Szapiro, Omar Slifi, Justine Sohier...

LA PAGE est éditée par l'association L'Equip'Page BP53, Paris Cedex 14. Directeur de publication: Juliette Bucquet. Tél (répondeur): 45.41.75.80. Commission paritaire n°71081 ISSN n° 0998 2728 Impression: Rotographie, Montreuil.



Dessin Olivier Miguairou

admirable». Chaque action, vendue 500F, permet à l'abbé d'obtenir une aide publique de 2500F. Les fonds sont réunis rapidement, et, le 6 novembre 1927, le premier immeuble de la Cité du Souvenir est inauguré et béni.

Les premières familles s'installent. Un locataire raconte : «C'était merveilleux par rapport à ce qu'on avait avant, étant donné qu'ici il y avait l'eau, l'électricité, et les WC dans les appartements. En 1927, c'était du luxe». Progressivement, de nouveaux bâtiments sont construits.

La Cité du Souvenir abrite un dispensaire, un jardin d'enfants, une bibliothèque, le bureau d'une assistante sociale et une chapelle, où la messe est dite régulièrement. Des fêtes sont organisées dans la cour, tous les

chapelle à des locataires, parce qu'ils n'allaient pas à la messe. Je suis allée le voir, je lui ai dit vos chaises, vous ne les emporterez pas au paradis, c'est bien trop lourd ! Bien sûr ils ne vont pas à la messe, mais ça n'a rien à voir avec les chaises. L'abbé a fini par prêter les chaises». Malgré ses idées bien arrêtées, l'abbé fait preuve d'une certaine tolérance : «Il y avait probablement une incitation à la foi chrétienne, mais lorsqu'on lui a fait comprendre que la foi pouvait être identique pour tout le monde mais avec une appellation différente, que les pratiques pouvaient être différentes, il nous a quand même conviés à plusieurs reprises à utiliser la salle qui est derrière la chapelle pour organiser des fêtes lors de nos cérémonies religieuses

CHANGEMENT DE CAP

Peu à peu, l'abbé Keller vieillit. La Cité du Souvenir est reprise par une société de HLM. L'abbé perd son pouvoir.

En 1984, il livre un dernier combat, en soutenant une famille, qui vivait dans un petit deux pièces insalubre, pour qu'elle obtienne un logement plus grand. «L'abbé m'a dit, il va falloir squatter, j'ai dit qu'est-ce que ça veut dire, ça, squatter ?». La famille occupe l'appartement, pendant la nuit, en passant par le balcon du voisin. Un procès a lieu, l'abbé Keller y joue le rôle de l'avocat, le procès est gagné. «Tout le monde était avec moi, je me sentais entourée. Je suis la dernière personne que le père Keller ait aidée. Je ne pourrai